

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2787

16 novembre 2012

SOMMAIRE

Detroit Investments S.A.	133753	Fidumarine S.à r.l.	133770
Devour Investments S.A.	133753	Filuxim Sàrl	133769
Dizbaden Property S.à r.l.	133753	Flintstone	133774
Dys Compagnie S.A.	133754	FMC Finance II S.à r.l.	133774
EASA	133763	Fornax S.à.r.l.	133774
Edilux S.à r.l.	133763	Fresenius Medical Care MDF S.A.	133774
E.F. Investment S.A.	133756	Frohboesestrasse S.à r.l.	133770
E.F. Investment S.A.	133756	Galo d'Oro S.A.	133733
Elbatec Sàrl	133763	Galveston Investments S.A.	133775
Elbblick (Golf) S.à r.l.	133759	Glencove S.à r.l.	133775
Electra Sàrl	133764	Greng Energie S.A.	133730
Enak Constructions Sàrl	133766	Griwa	133775
Enotec S.à.r.l.	133766	Groupe Nordet S.A.	133775
Esimole S.A.	133766	Haard Properties	133776
Eumontes S.A.	133767	Iago Investment S.à r.l.	133767
Eurofins International Holdings LUX ...	133761	Intelactive S.A.	133770
Eurofret S.à r.l.	133767	Lux Armature & Construction S.à r.l. ...	133761
Euroglobe S.A.	133768	MRC Development Company S.à r.l.	133768
Eurohan S.A.	133768	MRC Luxembourg S.à.r.l.	133763
Euro Management & Business Sàrl	133767	Ormylux S.à r.l.	133756
European CleanTech I SE	133753	PLD Germany V S.à.r.l.	133754
European Renewable Opportunities II ..	133761	ProLogis Netherlands XIII S.à r.l.	133764
European Solar Opportunities II	133768	ProLogis Netherlands XI S.à.r.l.	133759
Euro Real Estate Swiss I S.à r.l.	133761	Rubis Investments S.A.	133774
Eurotravel S.à r.l.	133768	Scoach Holding S.A.	133769
EV-Holding S.A., Société de Gestion de Pa- trimoine Familial	133769	Tomcar S.A.	133766
Feidt Participations S.A.	133770	ZED Eco Investments I S.A.	133736

Greng Energie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 172.145.

STATUTS

L'an deux mille douze, le quinze octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

La société JMCPS HOLDING S.A., ayant son siège social au 2A, rue Jean-Baptiste Esch, L-1473 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138612,

ici représentée par Monsieur Stéphane SABELLA, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 5 octobre 2012.

Ladite procuration paraphée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être déposée auprès des autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, par son mandataire, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer comme actionnaire unique:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "GRENG ENERGIE S.A."

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée. La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut également s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter, ainsi que procéder à l'acquisition, la détention, l'exploitation, le développement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, terrains à bâtir y compris.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social à deux cent mille euros (EUR 200.000,-).

En conséquence, il est autorisé et chargé de réaliser cette augmentation de capital, et spécialement:

- d'émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, sous réserve de la confirmation de cette autorisation par une assemblée générale des actionnaires tenue endéans un délai expirant au cinquième anniversaire de la publication de l'acte du 15 octobre 2012 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en ce qui concerne la partie du capital qui, à cette date, ne serait pas encore souscrite et pour laquelle il n'existerait pas, à cette date, d'engagement de la part du conseil d'administration en vue de la souscription;

- de fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles;

- de déterminer les conditions de souscription et de libération;

- de faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires;

- d'arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution;

- de faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin;

- de mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

Sous respect des conditions ci-avant stipulées, le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres. Le conseil d'administration a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration élit en son sein son président.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail, étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. Si les décisions sont prises par téléconférence ou e-mail, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les administrateurs qui ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les administrateurs auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

La société se trouve engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 3 mai à 16.30 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2012.
- 2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2013.

Souscription et Libération

Toutes les actions ont été entièrement souscrites par la comparante et libérées en espèces de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est à la libre disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille trois cents (1.300,-) euros.

Assemblée constitutive

Et à l'instant la comparante préqualifiée, représentant l'intégralité du capital social, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elle a pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des commissaires à un (1).
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Marc KOEUNE, économiste, né le 4 octobre 1969 à Luxembourg - Luxembourg et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
 - b) Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, né le 4 mars 1974 à Villepinte -France et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
 - c) Monsieur Sébastien GRAVIÈRE, juriste, né le 9 avril 1973 à Nancy -France et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
 - d) Monsieur Jean-Yves NICOLAS, employé privé, né le 16 janvier 1975 à Vielsalm - Belgique et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société CEDERLUX-SERVICES S.A.R.L., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous n° B 79327.
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2017.
- 5) Le siège de la société est fixé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci, par son mandataire, a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. Sabella et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 octobre 2012. LAC/2012/48749. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137238/156.

(120181374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Galo d'Oro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4018 Esch-sur-Alzette, 20, rue d'Audun.

R.C.S. Luxembourg B 172.122.

STATUTS

L'an deux mille douze, le huit octobre.

Pardevant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Joao DA SILVA RODRIGUES CRUZ, commerçant, né à Parada de Bouro/Vieira do Minho (P) le 17 octobre 1960, demeurant à L-2561 Luxembourg, 77, rue de Strasbourg.

Lequel comparant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est formé une société anonyme, qui prend la dénomination sociale de "GALO D'ORO S.A." (la "Société").

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège de la Société est établi dans la commune d'Esch-sur-Alzette.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la même commune par une décision du conseil d'administration, et à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet l'exploitation d'un restaurant ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

La Société pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise luxembourgeoise ou étrangère, notamment par la création de filiales ou succursales.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société pourra exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit dans la commune du siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième vendredi du mois de septembre.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique, ou qu'il est constaté à une assemblée générale des actionnaires que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un seul membre (appelé "administrateur unique") jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée par la seule signature de son administrateur unique.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé au moins cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au paiement d'acomptes sur dividendes en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, qui peuvent être des personnes physiques ou morales.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, la partie (ou les parties) se réfère(nt) aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Dispositions transitoires

(1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2012.

(2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2013.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant, représenté comme mentionné ci-avant, déclare souscrire intégralement les trois cent dix (310) actions.

Les actions ont été entièrement libérées par le comparant, représenté comme mentionné ci-avant, par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été fournie au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille cinquante euros (EUR 1.050,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré-qualifié, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

2. A été appelé aux fonctions d'administrateur unique:

- Monsieur Joao DA SILVA RODRIGUES CRUZ, commerçant, né à Parada de Bouro/Vieira do Minho (P) le 17 octobre 1960, demeurant à L-2561 Luxembourg, 77, rue de Strasbourg.

3. La durée du mandat de l'administrateur unique prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2018.

4. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- Monsieur Frank Simon, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-3286 Bettembourg, 7, rue Jean-An-toine Zinnen.

7. La durée du mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2018.

8. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-4018 Esch-sur-Alzette, 20 rue d'Audun.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Da Silva Rodrigues, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2012. Relation: LAC/2012/47352. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Releveur (signé): Frising.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 17 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137227/168.

(120180777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

ZED Eco Investments I S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 172.140.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendzwoölf, den siebenundzwanzigsten September.

Vor der unterzeichneten Notarin Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtswohnsitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Herr Dr. Dominik DERSCH, mit beruflicher Anschrift Bülowstraße 27, D-81679 München; und

2) Herr Dr. Johannes GOTTLIEB, mit beruflicher Anschrift Kriegsstraße 39, D-76133 Karlsruhe.

Die Erschienenen haben die Notarin gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft (Société Anonyme), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Begriffsbestimmungen

"Aktie"	Eine Aktie der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds.
"Aktionär"	Ein Sachkundiger Investor, der Aktien erworben hat.
"Hauptversammlung der Gesellschaft"	Die Hauptversammlung aller Aktionäre der Gesellschaft
"Versammlung eines Teilfonds"	Die Versammlung der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds
"Artikel"	Ein Artikel der vorliegenden Satzung.
"Ausgeschlossene Person(en)"	Alle natürlichen Personen sowie Personengesellschaften, Kapitalgesellschaften oder sonstige juristische Personen, deren Anlage in Aktien nach Einschätzung des Verwaltungsrates für die bestehenden Aktionäre oder die Gesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds von Nachteil sein könnte (insbesondere umfasst diese Kategorie auch ggf. Wettbewerber eines Anlageberaters oder dessen Verbundene Unternehmen), die Verletzung von (in Luxemburg oder andernorts geltenden) Rechtsvorschriften zur Folge haben könnte oder für die Gesellschaft oder den jeweiligen Teilfonds einen steuerlichen oder sonstigen aufsichtsrechtlichen Nachteil (einschließlich der Einstufung des Fondsvermögens als „Planvermögen“ im Sinne der Vorschriften des US Arbeitsministeriums (Department of Labor) gemäß dem Arbeitnehmerrentengesetz (Employee Retirement Income Security Act) von 1974 in seiner jeweils geltenden Fassung) sowie Strafen oder Bußgelder verursachen könnte, die andernfalls nicht entstanden wären. Der Begriff „Ausgeschlossene Person(en)“ schließt alle Anleger, welche die Definition für „Sachkundige Investoren“ nicht erfüllen, sowie US-Personen ein.
"Bankarbeitstag"	Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg und in Frankfurt am Main für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.
"Bewertungstag"	Der letzte Bankarbeitstag in jedem Kalenderquartal.
"Investitionszeitraum"	Der für den jeweiligen Teilfonds im Emissionsdokument angegebene Zeitraum, in dem sämtliche Kapitalzusagen gemäß den Bestimmungen einer Zeichnungsvereinbarung von der Gesellschaft abgerufen und von den Investoren an den jeweiligen Teilfonds gezahlt werden sollen.
"Closing"	Bezeichnet die Zeitpunkte, zu dem der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen die Zeichnungsverpflichtungserklärungen der Anleger für Aktien der Gesellschaft annimmt.

"CSSF"	Die Commission de Surveillance du Secteur Financier, die luxemburgische Finanzaufsicht oder eine Nachfolgebehörde.
"DCF-Methode"	Abkürzung für „discounted cash flow“. Ein Verfahren zur Wertermittlung, bei dem der Wert einer Anlage als Barwert der entnehmbaren Cashflows basierend auf den abgezinsten Zahlungsströmen bestimmt wird.
"Deutsches Versicherungsunternehmen"	Ein deutsches Versicherungsunternehmen, eine Pensionskasse, ein Pensionsfonds oder eine sonstige Pensionseinrichtung (einschließlich einem Deutschen Versorgungswerk) und jede andere Einheit, die dem deutschen Versicherungsaufsichtsgesetz unterliegt.
"Deutsches Versicherungsaufsichtsgesetz"	Das Gesetz über die Beaufsichtigung der Versicherungsunternehmen, in seiner jeweils gültigen Fassung.
"Depotbank"	Die Bank, die von der Gesellschaft als Depotbank im Sinne des Gesetzes von 2007 ernannt wird.
"Eingezahlte Kapitalzusagen"	Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren, der schon abgerufen und an den jeweiligen Teilfonds gezahlt wurde.
"Einzahlungsaufforderung"	Die Aufforderung der Gesellschaft an einen Investor, einen bestimmten Anteil seiner Offenen Kapitalzusage gegen Ausgabe von Aktien eines bestimmten Teilfonds zu zahlen.
"Emissionsdokument"	Das Emissionsdokument der Gesellschaft nebst etwaigen Änderungen und Ergänzungen.
"Erstemissionsphase"	Der vom Verwaltungsrat festgelegte und für den jeweiligen Teilfonds im Emissionsdokument angegebene Zeitraum, während dessen Aktien zum Erstemissionspreis ausgegeben werden.
"Erstemissionspreis"	Der vom Verwaltungsrat festgelegte Preis je Aktie, zu dem die Gesellschaft Aktien eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse zuzüglich einer gegebenenfalls anwendbaren Ausgabegebühr während der Erstemissionsphase ausgibt. Der für den jeweiligen Teilfonds bzw. dessen Aktienklassen geltende Erstemissionspreis wird im Emissionsdokument erwähnt.
"Erstes Closing"	Das für den jeweiligen Teilfonds im Emissionsdokument näher definierte erste Closing.
„EURIBOR“	Abkürzung für „Euro Interbank Offered Rate“; bezeichnet ein im Rahmen der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion in Kraft getretenes System der Referenzzinssätze im Euromarkt. EURIBOR ist der Referenzzinssatz für einwöchige sowie Ein- bis Zwölfmonatsgelder und wird von zahlreichen Referenzbanken täglich ermittelt.
"Euro" oder "EUR"	Die gesetzliche Währung der EUMitgliedstaaten, die gemäß dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, geändert durch den Vertrag über die Europäische Union und den Vertrag von Amsterdam, die Gemeinschaftswährung eingeführt haben.
"Fair Value Prinzip"	Der „beizulegende Zeitwert“; Betrag, zu dem zwischen sachverständigen, vertragswilligen und voneinander unabhängigen Geschäftspartnern ein Vermögenswert an einem freien Markt gehandelt wird.
"Gesetz von 1915"	Das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils aktuellen und/oder ersetzten Fassung.
"Gesetz von 2007"	Das Luxemburger Gesetz vom 13. Februar 2007 betreffend spezialisierte Investmentfonds, in der jeweils geltenden Fassung sowie ggf. dessen Nachfolgegesetze.
"Gesellschaft"	ZED Eco Investments I S.A.
"Investor"	Jeder institutionelle und Sachkundige Investor, welcher eine Zeichnungsvereinbarung unterschrieben hat. Falls die Umstände es erfordern, beinhaltet der Begriff "Investor" ebenfalls den Begriff "Aktionär".
"Kapitalzusage"	Die durch den Investor gegenüber der Gesellschaft durch Unterzeichnung der Zeichnungsvereinbarung eingegangene Verpflichtung, den darin angegebenen Geldbetrag gegen Ausgabe von Aktien eines bestimmten Teilfonds einzuzahlen.
"MEZ"	Abkürzung für „Mittleuropäische Zeit“. Die für Teile Europas

	(einschließlich des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland) und Afrikas gesetzlich gültige Uhrzeit unter Berücksichtigung einer Anpassung an die mitteleuropäische Sommerzeit.
"Mémorial"	Das Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
"Nettoinventarwert (NIW)"	Der gemäß Artikel 16 dieser Satzung und dem Emissionsdokument bestimmte Nettoinventarwert der jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklassen.
"Offene Kapitalzusagen"	Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren, der noch nicht abgerufen und an den entsprechenden Teilfonds gezahlt wurde.
"OGA"	Ein Organismus für gemeinschaftliche Anlagen.
"Sachkundige Investoren"	Ein sachkundiger Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007.
"Satzung"	Das vorliegende Dokument.
"Säumiger Investor"	Ein von der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen der Satzung und des Emissionsdokumentes für säumig erklärter Investor.
"Teilfonds"	Ein Teilfonds der Gesellschaft im Sinne von Artikel 71 des Gesetzes von 2007, wie im Emissionsdokument näher beschrieben.
"Tochtergesellschaft(en)"	Hat die im Emissionsdokument beschriebene Bedeutung.
"US-Person"	Hat die in Regulation S des US Wertpapiergesetzes von 1933 zugewiesene Bedeutung
"Verbundenes Unternehmen"	Bezeichnet eine Körperschaft oder eine Person, die mittelbar oder unmittelbar die betreffende Partei kontrolliert oder von letztgenannter kontrolliert wird oder mit dieser unter einer gemeinsamen Kontrolle steht. Der Begriff „Kontrolle“ (und sinngemäß dementsprechende Begriffe) bezeichnet in Bezug auf eine Körperschaft das Recht zur: (a) Wahrnehmung der Mehrheit der Stimmrechte der Anleger dieser Körperschaft; oder (b) Bestellung der Mehrheit der Mitglieder der Managementgesellschaft dieser Körperschaft; oder (c) Festlegung der Politik und Strategie dieser Körperschaft;
"Verwaltungsrat"	Der Verwaltungsrat der Gesellschaft.
"Wirtschaftsprüfer"	Der im Emissionsdokument genannte unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé).
"Zeichnungsvereinbarung"	Die zwischen dem Investor und der Gesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die sich der Investor verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Aktien eines bestimmten Teilfonds zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Aktien des entsprechenden Teilfonds zu zahlen ist, wenn der Investor eine Einzahlungsaufforderung erhält, und durch die sich die Gesellschaft ihrerseits verpflichtet, voll eingezahlte Aktien des jeweiligen Teilfonds an den Investor auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Investors in Anspruch genommen und bezahlt wird.

Kapitel I. Name - Geschäftssitz - Dauer - Geschäftszweck.

Art. 1. Name. Die Gesellschaft ist als Aktiengesellschaft (société anonyme) errichtet und qualifiziert als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital -spezialisierte Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), unter der Bezeichnung "ZED Eco Investments I S.A."

Art. 2. Geschäftssitz.

(1) Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

(2) Der Verwaltungsrat ist autorisiert, den Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt zu verlegen. Der Gesellschaftssitz kann im Wege eines Beschlusses des alleinigen Aktionärs oder im Falle einer Mehrzahl von Aktionären mittels eines Beschlusses der Hauptversammlung der Gesellschaft in eine andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden in der Weise wie für jede Änderung der Satzung vorgesehen. Ferner können Niederlassungen, Tochtergesellschaften und Repräsentanzen entweder im Großherzogtum oder im Ausland gegründet werden.

(3) Stellt der Verwaltungsrat fest, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, gesellschaftliche oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Geschäftssitz vorübergehend bis zum Ende dieser außerordent-

lichen Gegebenheiten ins Ausland verlegt werden. Eine solche vorübergehende Maßnahme wird keinen Einfluss auf die luxemburgische Nationalität der Gesellschaft haben.

Art. 3. Dauer.

- (1) Die Gesellschaft wird für unbestimmte Dauer errichtet.
- (2) Die Auflösung kann jedoch jederzeit durch die Hauptversammlung der Gesellschaft beschlossen werden. Näheres regelt Artikel 34.

Art. 4. Geschäftszweck.

(1) Ausschließlicher Geschäftszweck der Gesellschaft ist, die ihr zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in zulässige Vermögensgegenstände unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen der Gesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds und des Gesetzes von 2007 anzulegen und ihren Aktionären das Ergebnis der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(2) Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die der Verwaltungsrat zur Erfüllung und Förderung dieses Geschäftszwecks für nützlich hält, und zwar im weitest möglichen Rahmen, den das Gesetz von 2007 eröffnet.

Art. 5. Anlagepolitik und Anlagegrenzen.

(1) Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung, die im Emissionsdokument festgelegte Anlagepolitik und die Anlagegrenzen der Gesellschaft und der Teilfonds umzusetzen und die Handlungsrichtlinien der Verwaltung und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im Emissionsdokument festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen festzulegen.

(2) Anlagen können dabei entweder direkt oder indirekt, beispielsweise über Tochtergesellschaften und Co-Investments getätigt werden. Wird in dieser Satzung auf "Anlagen" und "Vermögensgegenstände" Bezug genommen, umfassen die Begriffe sowohl direkte Anlagen und das direkte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen als auch indirekte Anlagen und/oder das indirekte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen durch die vorgenannten Gesellschaften.

Kapitel II. Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 6. Kapital.

(1) Das Kapital der Gesellschaft entspricht jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert aller Teilfonds gemäß Artikel 16.

(2) Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-) und besteht aus einunddreißig (31) voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert.

(3) Die Gesellschaft kann jederzeit weitere nennwertlose und voll eingezahlte Aktien ausgeben ohne, falls nicht vom Verwaltungsrat entschieden oder im Emissionsdokument angegeben, den bestehenden Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen.

(4) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (Euro 1.250.000,-). Das Mindestkapital muss innerhalb von zwölf (12) Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen erreicht werden.

Art. 7. Schwankungen des Kapitals. Das Kapital der Gesellschaft kann sich infolge der Ausgabe von neuen voll eingezahlten Aktien durch die Gesellschaft oder, insofern zulässig, der Rücknahme oder Einziehung von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 8. Teilfonds.

(1) Die Gesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates jederzeit ein oder mehrere Teilfonds, welche jeweils einen separaten Teil des Vermögens der Gesellschaft darstellen, auflegen. Die Gesellschaft kann für jeden Teilfonds spezifische Merkmale festsetzen und jedem Teilfonds eine eigene spezifische Bezeichnung zuteilen. Die Teilfonds können sich insbesondere durch ihre Anlagepolitik und -strategie, ihre Anlagestruktur oder die Investoren, die den jeweiligen Teilfonds zeichnen, unterscheiden.

(2) Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses einzelnen Teilfonds.

(3) Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich für Ansprüche der Aktionäre dieses Teilfonds und für Forderungen von Gläubigern, die im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

(4) Die Aktien eines jeden Teilfonds dürfen, soweit im Emissionsdokument nicht abweichend bezeichnet, (i) von nicht mehr als 25 Anlegern und (ii) nicht von natürlichen Personen gehalten werden.

Art. 9. Aktienklassen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit der für den jeweiligen Teilfonds geltenden Anlagepolitik gemeinsam

angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf den Mindesterwerb, ihre Zeichnungs- und Rücknahmegebühren, ihre Gebührenstruktur und ihre Rechte auf Ausschüttungen unterscheiden und mit unterschiedlichen Anlegerservicegebühren oder sonstigen Gebühren ausgestattet sein oder unterschiedliche Zielgruppen als Anleger, abweichende Übertragungsbeschränkungen, Referenzwährungen und/oder sonstige abweichende Merkmale aufweisen, wie vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt werden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse eines jeden Teilfonds einzeln berechnet.

Art. 10. Form der Aktien.

(1) Die Aktien werden als auf den Namen lautend ausgegeben; eine Ausgabe effektiver Stücke erfolgt nicht. Jeder Aktionär erhält eine schriftliche Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Aktien werden jeweils in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds ausgegeben. Die Aktionäre sind am jeweiligen Teilfondsvermögen in Höhe ihrer Aktien beteiligt. Die Aktien werden ausschließlich als vollständig eingezahlte Aktien ausgegeben.

(2) Alle von der Gesellschaft begebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft beziehungsweise von einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten Personen geführt wird. Dieses Register enthält den Namen jedes Aktionärs, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie die von ihm angegebene Adresse. Die Eintragung im Aktienregister gilt als eindeutiger Nachweis des Eigentums an den Aktien und die Gesellschaft behandelt den eingetragenen Aktionär als uneingeschränkten und wirtschaftlichen Eigentümer dieser Aktien.

(3) Jeder Aktionär muss der Gesellschaft eine Adresse, Telefaxnummer und E-Mail-Adresse, an die alle Einladungen und Mitteilungen geschickt werden können, angeben, die ebenfalls im Aktienregister eingetragen wird. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere vom Verwaltungsrat bestimmte Adresse. Falls ein Aktionär die Angabe einer Adresse unterlässt, kann die Gesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Adresse durch den Aktionär der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Adresse als Anschrift des Aktionärs.

(4) Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern beziehungsweise von einer oder mehreren von der Gesellschaft entsprechend bevollmächtigten natürlichen oder juristischen Personen unterzeichnet.

(5) Nach der Ausgabe sind die Aktien eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse zur gleichmäßigen und gleichrangigen Beteiligung an den laufenden Erträgen und Veräußerungsgewinnen sowie an den Liquidationserlösen des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse, denen die Aktien angehören, berechtigt.

(6) Jede Aktie ermächtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme in der Hauptversammlung der Gesellschaft bzw. Versammlungen des jeweiligen Teilfonds. Aktien können mit Bruchteilen von bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden, wobei etwaige Differenzbeträge zwischen dem aufgerundeten Betrag und dem exakten Bruchteilsbetrag der Gesellschaft zustehen. Bruchteile von Aktien sind nicht stimmberechtigt, es sei denn, dass sie zusammengenommen eine ganze Aktie ergeben. Bruchteile von Aktien sind jedoch zur Teilnahme an den Ausschüttungen und den Liquidationserlösen berechtigt.

(7) Die Gesellschaft erkennt nur jeweils einen Eigentümer je Aktie an. Bei Aktien, die von mehr als einer Person gehalten werden, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung der mit diesen Aktien verbundenen Rechte so lange auszusetzen, bis eine Person als alleiniger Eigentümer im Verhältnis zu der Gesellschaft benannt ist. Gleiches gilt bei Konflikten zwischen einem Nutznießer und dem Besteller eines Nießbrauchrechts (usufruitier) bzw. zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandnehmer.

Art. 11. Beschränkungen des Eigentums an Aktien.

(1) Die Gesellschaft kann den Erwerb und das Eigentum von Aktien durch bestimmte Personen, insbesondere Ausgeschlossene Personen, beschränken oder untersagen, insbesondere wenn das Eigentum an Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats den anderen Aktionären oder der Gesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als dem Großherzogtum Luxemburg unterworfen sein könnte.

(2) Stellt der Verwaltungsrat zu einem beliebigen Zeitpunkt fest, dass die Aktien direkt oder indirekt im Eigentum einer Ausgeschlossenen Person (entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person) gehalten werden, so kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen und ohne jegliche Verpflichtung

(a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Verfügung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Verfügung dazu führt, dass Ausgeschlossene Personen rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

(b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Verfügung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Gesellschaft jegliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die die Gesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer Ausgeschlossenen Person liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von Ausgeschlossenen Personen ergeben würde; und

(c) die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Hauptversammlungen der Gesellschaft und Versammlungen des jeweiligen Teilfonds verweigern; und

(d) unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von mindestens fünfundzwanzig (25) Tagen die zwangsweise Rücknahme der Aktien vornehmen. Bei Rücknahme ist die Ausgeschlossene Person nicht mehr Eigentümer dieser Aktien. Die Kosten und Aufwendungen der zwangsweisen Rücknahme werden von den zurückgebenden Aktionären getragen. Die Auszahlung des jeweiligen Rücknahmepreises kann zu einem späteren Zeitpunkt, jedoch spätestens bei Liquidation des betroffenen Teilfonds erfolgen.

(3) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als vom Verwaltungsrat angenommen, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat bei der Ausübung dieser Rechte in gutem Glauben gehandelt hat.

(4) Sämtliche Aktionäre verpflichten sich, ihre Aktien nicht an Ausgeschlossene Personen zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 12. Ausgabe von Aktien.

(1) Die Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes an institutionelle und Sachkundige Investoren, die während der Erstemissionsphase eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnet haben, die durch den Verwaltungsrat im Rahmen eines Closings angenommen wurde, ausgegeben. Aktien werden nicht an Ausgeschlossene Personen ausgegeben.

Nach dem Ablauf der Emissionsphase eines Teilfonds werden keine weiteren Closings stattfinden, es sei denn die Aktionäre des betreffenden Teilfonds beschließen auf Grundlage eines entsprechenden Vorschlages des Verwaltungsrats im Rahmen einer Versammlung des betreffenden Teilfonds mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen, dass die Aktionäre des betreffenden Teilfonds, die einer Kapitalerhöhung zustimmen, in prozentual gleicher Höhe oder nach frei verhandelbaren Quoten zu den bereits bestehenden Kapitaleinzahlungsverpflichtungen weitere Kapitaleinzahlungsverpflichtungen eingehen können.

Darüber hinaus können auf Vorschlag des Verwaltungsrates die Aktionäre des jeweiligen Teilfonds mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen Kapitalerhöhungen hinsichtlich der Aufnahme weiterer Investoren sowie die mit solchen Kapitalerhöhungen verbundenen Bedingungen beschließen.

(2) Die Ausgabe von voll eingezahlten Aktien erfolgt gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes aufgrund von Einzahlungsaufforderungen, die die Gesellschaft während des Investitionszeitraums (jedoch vorbehaltlich der diesbezüglich im Emissionsdokument genannten Ausnahmen) an die jeweiligen Investoren richtet, soweit der jeweilige Investor dieser Einzahlungsaufforderung Folge leistet und der entsprechend abgerufene Betrag eingezahlt worden ist.

(3) Vorbehaltlich der nachstehenden Ausnahmen werden die Aktien während der Erstemissionsphase zum Erstemissionspreis ausgegeben. Um die Gleichbehandlung der Investoren eines Teilfonds während der Erstemissionsphase zu gewährleisten, ohne dass jedoch eine Berechnung des Nettovermögens vorgenommen werden muss, kann die Gesellschaft nach vernünftigem Ermessen in Bezug auf ein weiteres Closing den Erstemissionspreis durch einen Betrag erhöhen, welcher im Emissionsdokument näher definiert wird.

(4) Nach Ablauf der Erstemissionsphase werden Aktien zum letzten verfügbaren Nettovermögenswert je Aktie ausgeben, der gemäß den Bestimmungen des Artikels 16 ermittelt wird.

(5) Der Preis, zu dem Aktien gezeichnet werden, kann sich gemäss den Bestimmungen des Emissionsdokumentes um eine Ausgabegebühr zu Lasten des zeichnenden Investors erhöhen.

(6) Die Gesellschaft gibt während des Zeitraumes, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts gemäß den Bestimmungen des Artikels 17 ausgesetzt wurde, keine Aktien aus.

(7) Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit die Ausgabe von Aktien gegen Sacheinlagen zulassen, wenn die einzubringenden Vermögenswerte im Einklang mit den auf den jeweiligen Teilfonds anwendbaren Anlagerichtlinien stehen. Jede Sacheinlage wird im Rahmen eines Bewertungsgutachtens des Wirtschaftsprüfers im Einklang mit den in Luxemburg geltenden gesetzlichen Bestimmungen bewertet. Die Kosten eines solchen Berichts sowie der damit einhergehenden Bewertung sind durch den jeweiligen Investor zu tragen. Einzelheiten in Bezug auf Sacheinlagen regelt das Emissionsdokument.

Art. 13. Säumiger Investor.

(1) Zahlt ein Investor entgegen seiner Kapitalzusage nicht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Einzahlungsaufforderung an die in der Zeichnungsvereinbarung (beziehungsweise im Aktienregister) verzeichnete Anschrift zugesandt wurde, kann der Verwaltungsrat nach Ablauf einer Frist von zehn (10) Bankarbeitstagen (beginnend am Ende der in der Einzahlungsaufforderung angegebenen Zahlungsfrist) den betreffenden Investor zum Säumigen Investor erklären, mit der Folge dass

(a) von dem Säumigen Investor die Zahlung einer Entschädigung an die Gesellschaft in Höhe von 10 % seiner gesamten Kapitalzusage gefordert werden kann; und

(b) Ausschüttungen an den Säumigen Investor aufgerechnet oder zurückgehalten werden, bis alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

(2) Daneben kann der Verwaltungsrat in Abstimmung mit den bis dahin eingetretenen Investoren des jeweiligen Teilfonds in eigenem Ermessen folgende Maßnahmen ergreifen:

(a) Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Investors durch die Gesellschaft gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 70 % des letzten verfügbaren Nettoinventarwertes der betroffenen Aktien an den betreffenden Aktionär, wobei der Rücknahmepreis erst im Zeitpunkt der Beendigung der des jeweiligen Teilfonds ausgezahlt wird;

(b) Einräumung des Rechts an die Nicht-Säumigen Investoren, die Aktien des Säumigen Investors anteilig zu einem Preis in Höhe von 70 % des Nettoinventarwertes der maßgeblichen Aktien zu kaufen und die Offene Kapitalzusage des Säumigen Investors zu übernehmen, nachdem die Gesellschaft die Aktien zurückgekauft hat, wobei der Kaufpreis innerhalb von 20 Bankarbeitstagen an den jeweiligen Teilfonds gezahlt werden muss.

(c) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des Säumigen Investors;

(d) Aufhebung des Stimmrechts; und/oder

(d) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

(3) Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen oder der vorgenannten Folgen schuldet der Säumige Investor für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen in Höhe von 6 % p.a. über dem EURIBOR;

(4) Die vorstehend beschriebenen Ansprüche schließen andere gesetzliche Ansprüche nicht aus, sofern der Verwaltungsrat diese in Anbetracht der jeweiligen Situation als angemessen erachtet. Ferner kann der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen und unter Berücksichtigung der Interessen der nicht-säumigen Investoren auf die Geltendmachung dieser Ansprüche verzichten.

(5) Den Aktionären kann eine weitere Einzahlungsaufforderung zugesandt werden, um den durch den Säumigen Investor entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offene Kapitalzusage der jeweiligen Aktionäre überschreiten darf), und durch Beschluss der Aktionäre mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen können neue Investoren zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Investors Einzahlungen zu leisten haben.

Art. 14. Rücknahme von Aktien.

(1) Die Aktionäre sind nicht berechtigt, die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen.

(2) Ungeachtet hiervon kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen den Aktionären anbieten, Aktien zurückzukaufen, insbesondere um überschüssige Liquidität, statt im Rahmen von Ausschüttungen, an die jeweiligen Aktionäre zurückfließen zu lassen. Ein solches Angebot muss sich jeweils an sämtliche Aktionäre eines Teilfonds richten. Ein Rückkauf kommt nur zustande, falls sämtliche Aktionäre des Teilfonds einem entsprechenden Angebot des Verwaltungsrats zustimmen. Jeder solche Rückkauf wirkt sich proportional auf den jeweiligen Aktienbesitz aus. In diesem Falle wird der Verwaltungsrat die eingetragenen Aktionäre des betroffenen Teilfonds rechtzeitig über ein Rückkaufangebot benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Rückkauffrist, das angewandte Berechnungsverfahren des Rückkaufpreises, welcher am letzten Tag der Rückkauffrist bestimmt wird und auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkauffrist basiert (zuletzt verfügbarer NIW).

(3) Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat den einseitigen Rückkauf von Aktien beschließen, welche von Aktionären gehalten werden, die einer Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds nicht zustimmen. Der Rückkauf dieser Aktien erfolgt dann zu einem Rückkaufpreis, welcher auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkauffrist basiert und gemäß eines durch den Verwaltungsrat festgelegten Berechnungsverfahrens ermittelt wird.

Art. 15. Verfügung über Aktien.

(1) Grundsätzlich bedarf jede Verfügung über Aktien der Zustimmung des Verwaltungsrats. Eine Verfügung über Aktien bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre. Als „Verfügung“ gelten insbesondere der Verkauf, die Übertragung und die Abtretung von Aktien. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge („Offene Verbindlichkeiten“) durch den Investor nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

(2) Eine Verfügung ist grundsätzlich nur möglich, wenn es sich beim Erwerber der Aktien um Sachkundige Investoren handelt. Hinsichtlich Verfügungen an die folgenden Sachkundigen Investoren wird der Verwaltungsrat seine Zustimmung im Regelfall erteilen: Versicherungen, Versorgungswerke, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Pensionskassen, Kapitalanlagegesellschaften, Stiftungen sowie Kreditinstitute. Hinsichtlich einer Verfügung an andere Sachkundige Anleger wird der Verwaltungsrat im Rahmen seiner Entscheidung über die Erteilung einer Zustimmung insbesondere deren Bonität oder das Vorhandensein ausreichender geeigneter Sicherheiten berücksichtigen.

(3) Aktien, die zum Sicherungsvermögen oder sonstigen gebundenen Vermögen eines Deutschen Versicherungsunternehmens gehören, sind vorbehaltlich des Nachfolgenden frei an andere Sachkundige Investoren verfügbar. Ausgeschlossen ist eine Übertragung an Ausgeschlossene Personen sowie eine Übertragung, die nach Ansicht des Verwaltungsrates dazu führen würde, dass die Aktien in einem Verwahr- oder Clearingsystem registriert werden, in dem die Möglichkeit besteht, dass die Aktien weiter übertragen werden könnten und dass diese Übertragung nicht im Einklang mit dem Emissionsdokument und der Satzung erfolgt.

Sofern und so lange Aktien zum gebundenen Vermögen eines Deutschen Versicherungsunternehmens gehören, der gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes oder einer anderen Vorschrift gesetzlich zur Bestellung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich einer solchen Verpflichtung freiwillig unterwirft, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

(4) Ein Aktionär (nachstehend "Verkaufender Aktionär" genannt), der einige oder sämtliche von ihm gehaltenen Aktien (nachstehend "Angebotene Aktien" genannt) an einen anderen Aktionär oder einen Dritten (nachstehend "Dritter" genannt) verkaufen will, muss dem Verwaltungsrat diese Tatsache mitteilen und Einzelheiten zu den angebotenen Aktien (insbesondere Kaufpreis je Aktie, Zahl der Angebotenen Aktien) angeben, wobei die Bedingungen dieses Angebots bei Annahme endgültig und bindend sein müssen. Der Verwaltungsrat bietet die angebotenen Aktien innerhalb von fünfzehn (15) Bankarbeitstagen nach Erhalt dieser Mitteilung im Verhältnis zur von jedem Aktionär des betreffenden Teilfonds gehaltenen jeweiligen Anzahl von Aktien den anderen Aktionären des betreffenden Teilfonds an. Die Angebotenen Aktien werden zu einem Preis je Aktie und zu denselben Bedingungen angeboten, wie sie der Dritte angeboten hatte (nachstehend "Vereinbarte Bedingungen" genannt), und das Angebot steht über einen Zeitraum von zwanzig (20) Bankarbeitstagen zur Annahme offen (nachstehend "Annahmezeitraum" genannt).

(a) Bei Annahme eines Angebots teilt jeder Aktionär dem Verwaltungsrat die Anzahl der Angebotenen Aktien mit, für die er das Angebot annimmt, und ob er willens ist, weitere Angebotene Aktien zu kaufen und wie viele, falls nicht alle anderen Aktionäre das Angebot annehmen.

(b) Falls nicht alle Aktionäre das Angebot vollständig annehmen, werden die überschüssigen Angebotenen Aktien an die Aktionäre des betreffenden Teilfonds verkauft, die gemäß vorstehendem [Absatz (4) (a)] im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien ihre Bereitschaft bekundet haben, weitere Angebotene Aktien zu kaufen. Wenn nur ein Aktionär das Angebot annimmt, können alle Angebotenen Aktien an diesen Aktionär verkauft werden.

(c) Der Verwaltungsrat benachrichtigt spätestens fünfzehn (15) Bankarbeitstage nach dem Ende des Annahmezeitraums den Verkaufenden Aktionär über die Anzahl der Angebotenen Aktien, zu deren Kauf sich die anderen Aktionäre verpflichtet haben. Der Verkaufende Aktionär verkauft dementsprechend diese Anzahl von Angebotenen Aktien an die anderen Aktionäre und kann die restlichen Angebotenen Aktien an den Dritten verkaufen, vorausgesetzt, dass dieser Verkauf innerhalb von zwanzig (20) Bankarbeitstagen nach dem Annahmezeitraum für die anderen Aktionäre und gemäß den Vereinbarten Bedingungen erfolgt.

(d) Solange ein Aktionär noch Offene Verbindlichkeiten aus der Zeichnungsvereinbarung zu erfüllen hat, kann die Verfügung der von dem betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien nicht rechtswirksam werden, sofern sich der Erwerber der Aktien nicht schriftlich, in einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Form, zur Übernahme aller anderen offenen Verbindlichkeiten des Veräußerers oder Zedenten verpflichtet hat, indem er unter anderem eine Beitrittsurkunde zur Einhaltung der Bedingungen der Zeichnungsvereinbarung ausfertigt.

(5) Der Verwaltungsrat bzw. eine von ihm beauftragte natürliche oder juristische Person wird keine Verfügung über Aktien in das Aktienregister eintragen, wenn die in dieser sowie ggf. im Emissionsdokument vorgesehenen Regelungen für eine Übertragung nicht eingehalten wurden.

(6) Für die Einräumung, Abtretung, Verpfändung oder Gewährung von Sicherheiten an Aktien gelten die vorstehenden Vorschriften mit Ausnahme von [Absatz 4] entsprechend.

Art. 16. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie.

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jeden Teilfonds und gegebenenfalls jede Aktienklasse in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds beziehungsweise der jeweiligen Aktienklasse durch die Gesellschaft (oder einen von ihr ernannten Vertreter) zu jedem Bewertungstag separat berechnet. Die Referenzwährung des/der einzelnen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse ist im Emissionsdokument angegeben.

(2) Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines jeweiligen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse wird der Wert des zu dem jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse gehörenden Vermögens abzüglich der jeweiligen Verbindlichkeiten an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse geteilt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass Tatsachen bekannt werden, aus denen sich ergibt, dass die vorhergehende Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse fehlerhaft war, diese vorhergehende Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(3) Die Vermögenswerte der Gesellschaft können bestehen aus:

- (a) Gesellschaftsanteilen, Aktien und sonstigen Beteiligungspapieren;
- (b) Schuldverschreibungen;
- (c) Barguthaben und sonstigen liquiden Mitteln, einschließlich aufgelaufener Zinsen;
- (d) Geldmarktpapieren;
- (e) Anteilen an OGAW und vergleichbaren OGA;
- (f) sonstigen Wertpapieren;
- (g) Forderungen, die bei Vorlage zahlbar werden sowie alle sonstigen Geldforderungen, einschließlich noch nicht erfüllter Ausgabepreisforderungen aus dem Verkauf/der Verfügung von Aktien oder anderen Vermögenswerten;
- (h) Ausschüttungen, auf die der Teilfonds einen Anspruch hat, soweit sie ihm bekannt sind; oder
- (i) allen übrigen Vermögenswerten jeder Art, einschließlich im Voraus entrichteter Kosten.

(4) Die Gesellschaft bewertet ihre Anlagen nach dem Fair Value Prinzip. Die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft erfolgt nach in Luxemburg anerkannten Grundsätzen. Dabei werden:

(a) Beteiligungen in Infrastrukturanlagen anhand der DCF-Methode, die im Einzelnen mit dem Wirtschaftsprüfer abgestimmt wird, bewertet.

(b) Nichtbörsennotierte Unternehmensbeteiligungen (d.h. Private Equity-Anlagen) nach den jeweils gültigen Bewertungsrichtlinien (International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines) der European Private Equity & Venture Capital Association (EVCA);

(c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren Kurs; oder, sofern dieser nicht marktgerecht ist, zum wahrscheinlichen Realisierungswert, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist, bewertet;

(d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs, sofern der Verwaltungsrat bzw. die von diesem entsprechend beauftragte Stelle zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können, und ansonsten zum wahrscheinlichen Realisierungswert, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist, bewertet;

(e) sonstige Wertpapiere, insbesondere Schuldverschreibungen, für die die Bewertung gemäß den vorstehenden Absätzen nicht möglich oder nicht durchführbar wäre, werden mit den Anschaffungskosten angesetzt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass dieser Betrag vereinnahmt wird; in diesem Fall erfolgt ein Abschlag in der Höhe, der nach Ansicht des Verwaltungsrates im Hinblick auf den wahren Wert der betroffenen Vermögensgegenstände angemessen ist;

(f) flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen;

(g) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen;

(h) der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrats auf einer konsistenten für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandt wird; der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der NIW berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat bzw. nach einer von diesem festgelegten Methode in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;

(i) Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als neunzig (90) Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

(j) Zinsswaps zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert;

(k) sämtliche sonstigen Vermögenswerte zu ihrem angemessenen Marktwert, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend der vom Verwaltungsrat festgelegten Methode zu bestimmen ist;

(l) nicht auf die Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse lautende Vermögenswerte werden auf der Grundlage des am betreffenden Bewertungsstichtag geltenden Wechselkurses umgerechnet (13:00 Uhr MEZ Fixing Frankfurt a. M.). Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen und in gutem Glauben die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode zulassen, wenn er davon ausgeht, dass diese Bewertung den Zeitwert eines beliebigen Vermögenswertes besser zum Ausdruck bringt.

(m) der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

(n) Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese den Verkehrswert von Vermögenswerten eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet.

(o) Besondere Bewertungsregeln für die Vermögenswerte einzelner Teilfonds können ggf. im Emissionsdokument geregelt werden.

(5) Die Verbindlichkeiten der Teilfonds umfassen:

(a) Darlehensverbindlichkeiten (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen) und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital zuzüglich etwaiger Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

(b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungsvergütungen, Anlageberatungsvergütungen, Performancevergütungen, sonstige Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Gebühren der Depotbank, der Register- und Transferstelle und der Zentralverwaltungsstelle);

(c) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich der vom jeweiligen Teilfonds ausgewiesener aber noch nicht gezahlter Ausschüttungen;

(d) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen der Teilfonds bis zum Bewertungstag basieren (z.B. latente Steuern), und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Teilfonds ansieht; und

(e) alle übrigen Verbindlichkeiten eines Teilfonds, die nach luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten sind sämtliche von einem Teilfonds zu zahlenden Aufwendungen zu berücksichtigen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen eines Teilfonds enthält Artikel 24.

Die Teilfonds können regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs-, Beratungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(6) Für die Berechnung des Nettoinventarwertes nach diesem Artikel gilt Folgendes:

(a) Aktien, die ggf. gemäß dieser Satzung zurückgenommen oder eingezogen werden sollen, werden bis zu der Rücknahme beziehungsweise dem vom Verwaltungsrat bestimmten Einziehungszeitpunkt in den Büchern als Aktien geführt, die sich im Umlauf befinden. Ab diesem Zeitpunkt bis zur Zahlung des Rücknahmepreises gilt dieser als eine Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds.

(b) Die vom jeweiligen Teilfonds auszugebenden Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

(c) Wenn sich ein Teilfonds an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

(i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen;

(ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den der betreffende Teilfonds für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht als Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Sollte der genaue Wert der Gegenleistung am jeweiligen Bewertungstag unbekannt sein, wird er vom Verwaltungsrat geschätzt.

(iii) Sowohl bei Käufen als auch bei Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem geregelten Markt gelten die in diesem [Punkt (c)] genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag, der auf den Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs folgt. Wird die Transaktion durch einen Broker ausgeführt ist der Tag maßgeblich, an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt.

Art. 17. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie und der Ausgabe und sofern anwendbar der Rücknahme und des Umtausches von Aktien.

(1) Die Gesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines Teilfonds, die Ausgabe sowie sofern anwendbar den Umtausch und die Rücknahme dieser Aktien zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

(a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser, auf dem für den jeweiligen Teilfonds relevanten Markt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum des jeweiligen Teilfonds stehenden Vermögenswerte ohne wesentliche nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder ggf. Rücknahme- bzw. Umtauschpreise nicht zutreffend berechnet werden können; oder

(b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswertes eines Teilfonds angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes eines Teilfonds, der für die Festlegung des Nettoinventarwertes des jeweiligen Teilfonds (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von erheblicher Bedeutung ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden; oder

(c) sofern der Wert einer Gesellschaft, an der der Teilfonds direkt oder indirekt beteiligt ist, nicht zeitnah und genau bestimmt werden kann; oder

(d) während eines Zeitraums, in dem Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu marktüblichen Wechselkursen durchgeführt werden können; oder

(e) während eines jeden Zeitraums, in dem die Märkte oder Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines Teilfonds notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als den üblichen Feiertagen) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte, die diesem Teilfonds zuzuteilen sind, beeinträchtigt; oder

(f) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft oder Versammlung des betreffenden Teilfonds oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktionäre über einen Beschluss des Verwaltungsrates, den/die jeweilige(n) Aktienklasse/Teilfonds oder die Gesellschaft aufzulösen, oder zum

Zwecke der Verschmelzung der Gesellschaft oder eines Teilfonds, falls diese vom Verwaltungsrat für notwendig erachtet wird und im Interesse der betroffenen Aktionäre ist; oder

(g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind; oder

(2) Die Gesellschaft informiert die Aktionäre über eine Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds. Im Falle einer Aussetzung wird eine Berechnung nachgeholt, sobald die Umstände es wieder erlauben.

(3) Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts von anderen Teilfonds, die von den jeweiligen Ereignissen nicht betroffen sind.

Kapitel III. Verwaltung und Aufsicht

Art. 18. Verwaltungsratsmitglieder.

(1) Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre sein. Eine Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt maximal fünf (5) Jahre, die Wiederwahl eines Verwaltungsratsmitgliedes ist möglich. Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandats werden von der Hauptversammlung der Gesellschaft mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen bestimmt.

(2) Durch Beschluss einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Aktien bei einer Hauptversammlung der Gesellschaft, bei der mindestens 75% der Aktien anwesend oder vertreten sind, können die Verwaltungsratsmitglieder jederzeit abberufen oder ersetzt werden.

(3) Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant werden, kann diese Position vorübergehend bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft von den übrigen Verwaltungsratsmitgliedern ausgefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt bei der nächsten Hauptversammlung der Gesellschaft.

Art. 19. Verwaltungsratssitzungen.

(1) Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte mit einfacher Stimmenmehrheit einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss. Der Schriftführer verfasst und verwahrt die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen, Hauptversammlungen der Gesellschaft und Versammlungen der Teilfonds. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei (2) seiner Verwaltungsratsmitglieder einberufen. Er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

(2) Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, welches Verwaltungsratsmitglied den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

(3) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, indem es schriftlich (mittels Brief, Telefax oder eines anderen vom Verwaltungsrat zugelassenen Kommunikationsmittels) ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu seinem Bevollmächtigten ernennt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

(4) Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung im Wege einer Videokonferenz teilnehmen oder durch andere Fernkommunikationsmittel, die ihre Identifizierung ermöglichen. Solche Mittel müssen technischen Charakteristika genüge leisten, die die tatsächliche Teilnahme an der Sitzung, deren Beratungen und Entscheidungen kontinuierlich übertragen werden, garantieren. Diese Teilnahme steht einer persönlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleich.

(5) Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung anwesend ist oder vertreten wird.

(6) Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens drei (3) Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, dies gilt nicht im Dringlichkeitsfall, wobei dann die Art und die Umstände, aus denen sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Mitteilung anzugeben sind. Es kann auf den Einberufungsbescheid verzichtet werden, falls jedes Verwaltungsratsmitglied hierzu per Telegramm, Telefax, Telex oder andere elektronische Mittel hierzu sein Einverständnis erteilt. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

(7) Beschlüsse des Verwaltungsrats sind wirksam, wenn sie im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen gefasst werden. Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse (Umlaufbeschlüsse) haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die im Rahmen einer Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

(8) Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden und der vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

(9) Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden,

bedürfen gegebenenfalls der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern.

Art. 20. Befugnisse des Verwaltungsrats.

(1) Der Verwaltungsrat ist befugt, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszwecks und im Rahmen der Anlagepolitik und Anlagegrenzen gemäß Artikel 5 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

(2) Sämtliche Befugnisse, die nicht aufgrund rechtlicher Vorschriften oder dieser Satzung der Hauptversammlung der Gesellschaft oder Versammlung eines Teilfonds vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

(3) Der Verwaltungsrat ist insbesondere befugt, Kredite aufzunehmen sowie gegenwärtige oder künftige Vermögensgegenstände oder Teile davon mit einer Hypothek, einem Sicherungs- oder einem Pfandrecht zu belasten oder andere Sicherheiten dafür zu gewähren.

Art. 21. Zeichnungsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die auch Verwaltungsratsmitglieder sein können, die durch den Verwaltungsrat ermächtigt wurden.

Art. 22. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Verwaltungsrat kann Aufgaben und Befugnisse (einschließlich der Zeichnungsbefugnis für die Gesellschaft im Rahmen der laufenden Geschäftsführung) auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates, einen oder mehrere Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Bevollmächtigte übertragen. Bei den Bevollmächtigten kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln. Der Verwaltungsrat kann die Übertragung von Befugnissen jederzeit rückgängig machen.

(2) Im Falle der Übertragung der laufenden Geschäftsführung der Gesellschaft auf Verwaltungsratsmitglieder ist der Verwaltungsrat verpflichtet, der Hauptversammlung der Gesellschaft jährlich über die Gebühren, die Vergütung und sonstige diesem Verwaltungsratsmitglied gewährten Vorteile zu berichten.

(3) Der Verwaltungsrat kann zudem bestimmte Befugnisse auf Bevollmächtigte übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sind.

(4) Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann. Außerdem kann der Verwaltungsrat sich durch einen Investorenbeirat, dessen Zusammensetzung und Befugnisse durch den Verwaltungsrat festgelegt werden, beraten lassen.

Art. 23. Vergütungen der Verwaltungsratsmitglieder.

(1) Die Hauptversammlung der Gesellschaft kann den Verwaltungsratsmitgliedern für die geleisteten Dienste jährlich eine feste Vergütung zahlen. Diese Vergütungen werden als allgemeine Ausgaben der Gesellschaft verbucht und durch den Verwaltungsrat nach freiem Ermessen unter den Verwaltungsratsmitgliedern aufgeteilt.

(2) Außerdem können den Verwaltungsratsmitgliedern die von ihnen in Bezug auf die Gesellschaft getätigten Ausgaben vergütet werden, sofern sie angemessen sind.

(3) Die Vergütung des Vorsitzenden und des Schriftführers des Verwaltungsrats sowie die der Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Bevollmächtigten der Gesellschaft werden durch den Verwaltungsrat festgelegt.

Art. 24. Kosten und Gebühren.

(1) Die Gesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien. Diese können gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes zwischen den einzelnen aufgelegten Teilfonds verteilt werden. Die Gründungskosten können während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren verteilt und abgeschrieben werden.

(2) Ferner können der Gesellschaft bzw. dem/den jeweiligen Teilfonds gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes folgende Kosten und Gebühren belastet werden:

(a) Verwaltungsvergütungen,

(b) Anlageberatungsvergütungen,

(c) Performancevergütungen,

(d) sonstige Gebühren für bestimmte für die Gesellschaft, die jeweiligen Teilfonds oder deren Tochtergesellschaften oder Co-Investments erbrachten Dienstleistungen, insbesondere für Verwaltungs-, Buchhaltungs- und ähnliche Dienste, die im Zusammenhang mit den Anlagen der Gesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds stehen.

(3) Ferner können der Gesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds folgende (laufende) Kosten belastet werden:

(a) In Luxemburg übliche Gebühren der Depotbank, Register- und Transferstelle sowie der Hauptverwaltung. Ferner können diese Dienstleister zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens entstandene Auslagen und bankübliche Spesen (sowohl im Rahmen des Erwerbs oder der Veräußerung als auch im Zusammenhang mit der Verwahrung von Vermögenswerten, hierin inbegriffen Gebühren eventueller Korrespondenzbanken sowie alle fremden Abwicklungs, Versand- und Versicherungsspesen) in Rechnung stellen sowie ggf transaktionsabhängige Gebühren vereinnahmen.

(b) Kosten für die Tätigkeit des Verwaltungsrates, die den jeweiligen Teilfonds anteilig belastet werden sowie Kosten des Investitionsbeirates eines Teilfonds (falls anwendbar), die dem jeweiligen Teilfonds belastet werden. Die hierbei anfallenden Kosten sind dem aktuellen Emissionsdokument zu entnehmen.

(c) Alle angemessenen Kosten und Auslagen, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten, der Verwaltung, und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Identifizierung und der Due-Diligence-Prüfung potentieller Investments, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion genehmigt oder erfolgreich abgeschlossen wird, als auch Kosten im Zusammenhang mit Absicherungsgeschäften.

(d) Kosten, die im Zusammenhang mit der Bewertung des jeweiligen Teilfondsvermögens und der Vermögenswerte, insbesondere die Kosten und Auslagen eines etwaigen Sachverständigen, entstehen.

(e) Die Kosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme von Aktien.

(f) Steuern und öffentliche Abgaben, die auf das jeweilige Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden.

(g) Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Buchhaltung sowie für die Erstellung von Steuererklärungen und Jahresabschlüssen, die der Gesellschaft, den jeweiligen Teilfonds, den Tochtergesellschaften und Co-Investments entstehen sowie die angemessenen Kosten für Gutachter, Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute.

(h) Kosten in Zusammenhang mit der Errichtung und Verwaltung von Tochtergesellschaften und Co-Investment, wobei die Kosten für die Gründung von Projektgesellschaften den jeweiligen Projektgesellschaften zugerechnet werden.

(i) Versicherungskosten.

(j) Kosten des Wirtschaftsprüfers.

(k) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen, insbesondere des Emissionsdokuments, der Satzung, der Jahres- oder sonstigen Berichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, sofern möglich Anträge auf Bewilligung in den Ländern, in denen die Aktien platziert werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen.

(l) Alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten der Gesellschaft und Tochtergesellschaften, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Hauptversammlung der Gesellschaft und Versammlungen der Teilfonds, ggf. anderer Gremien der Gesellschaft, eine etwaige Vergütung der Mitglieder dieser Gremien der Gesellschaft, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder.

(m) Die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax-, und Telexgebühren und ggf. Mietkosten von Büroflächen.

(n) Die Verwaltungsgebühren, die bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der CSSF und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Gesellschaft.

(o) Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung.

(p) Kosten die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren.

(q) Weitere Kosten der Verwaltung, einschließlich der Kosten der Interessenverbände sowie Provisionen und Gebühren an Dritte, an die Aufgaben der täglichen Verwaltung delegiert werden.

(r) Von der Gesellschaft bzw. deren Teilfonds, den Tochtergesellschaften oder Co-Investments zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten).

(s) Kosten für die Auflage von neuen Teilfonds oder Aktienklassen, die dem jeweiligen Teilfonds zugerechnet werden.

(4) Alle Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich ggf. anfallender Mehrwertsteuer.

(5) Die oben aufgeführten Kosten und Gebühren können der Gesellschaft auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften oder Co-Investments weiterbelastet werden.

Art. 25. Interessenkonflikte.

(1) Kein Vertrag und kein Vergleich, den die Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft schließt, wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass eines oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft irgendwelche Interessen an dieser anderen Gesellschaft haben.

(2) Ein Verwaltungsratsmitglied, ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft, der Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag schließt oder in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen tritt, verliert nicht dadurch das Recht in Angelegenheiten zu beraten, abzustimmen und zu handeln, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Zusammenhang stehen.

(3) Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft gegensätzliches persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses gegensätzliche persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an

Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds der nächstfolgenden Hauptversammlung der Gesellschaft berichtet.

Die beschriebene Regelung findet keine Anwendung auf Beschlüsse des Verwaltungsrats im Zusammenhang mit Geschäften im Rahmen der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit und die zu normalen/ verkehrüblichen Bedingungen abgeschlossen werden.

Art. 26. Freistellung und Entschädigung. Die Gesellschaft wird die Mitglieder des Verwaltungsrats, Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Mitarbeiter der Gesellschaft, eines etwaigen Anlageberaters sowie jeden Vertreter eines etwaigen Investorenbeirats für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter der Gesellschaft, der etwaigen Anlageberater oder als ein Vertreter eines etwaigen Investorenbeirats aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen Dritter, Schäden und Verbindlichkeiten gegenüber Dritten freistellen. Im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern die Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt bekommt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat.

Art. 27. Wirtschaftsprüfer.

(1) Die im Jahresbericht enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die von der Hauptversammlung der Gesellschaft beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

(2) Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

Kapitel IV. Hauptversammlung der Gesellschaft - Versammlung eines Teilfonds - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 28. Vertretung. Die ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen, soweit sie nicht in dieser Satzung oder von Gesetzes wegen dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

Art. 29. Hauptversammlung der Gesellschaft - Versammlung eines Teilfonds.

(1) Die Hauptversammlung der Gesellschaft wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, einberufen werden.

(2) Die alljährliche ordentliche Hauptversammlung der Gesellschaft wird im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort am dritten Donnerstag des Monats Juni um 11.00 Uhr MEZ abgehalten. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Hauptversammlung der Gesellschaft zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten.

(3) Außerordentliche Hauptversammlungen der Gesellschaft können an den in den jeweiligen Einberufungsmitteilungen genannten Orten und Zeiten abgehalten werden.

(4) Aktionäre können persönlich an der Hauptversammlung der Gesellschaft teilnehmen oder einen bevollmächtigten Vertreter entsenden. Beschlüsse der Aktionäre können, soweit sich aus diesem Artikel 29 oder nach zwingenden Bestimmungen des luxemburgischen Rechts nichts anderes ergibt, nur auf einer Hauptversammlung der Gesellschaft gefasst werden.

(5) Der Verwaltungsrat lädt die Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht (8) Kalendertage vor der Hauptversammlung der Gesellschaft ein. Die Einladung wird per Brief an die im Aktienregister eingetragenen Adressen der im Aktienregister eingetragenen Aktionäre versandt oder an andere von den Aktionären angegebene Adressen. Die Aufstellung der Tagesordnung erfolgt durch den Verwaltungsrat. Die Hauptversammlung kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Hauptversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des luxemburgischen Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Hauptversammlung veranlasst. Die Einberufung der Hauptversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

(6) Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Hauptversammlung durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

(7) Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben wurden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung ausschließlich per Einschreiben erfolgen. Die Einladung zur Hauptversammlung der Gesellschaft wird, falls gesetzlich vorgeschrieben, im Mémorial, in einer beziehungsweise in mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Tageszeitungen veröffentlicht.

(8) Die Hauptversammlung der Gesellschaft kann ohne eine förmliche Einladung stattfinden, wenn alle Aktionäre anwesend beziehungsweise ordnungsgemäß vertreten sind und sich als ordnungsgemäß versammelt und über die Tagesordnung informiert erklären.

(9) Auf einer Hauptversammlung der Gesellschaft dürfen nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte (die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten einschließen müssen) und damit zusammenhängende Angelegenheiten behandelt werden.

(10) Der Verwaltungsrat kann Bedingungen festlegen, die die Aktionäre erfüllen müssen, um zur Hauptversammlung der Gesellschaft zugelassen zu werden. Weiterhin gelten alle anwendbaren Regeln des Gesetzes von 1915.

(11) Aktionäre, die Aktien an einem Teilfonds halten, können jederzeit Versammlungen des betreffenden Teilfonds zur Regelung von ausschließlich diesen Teilfonds betreffenden Angelegenheiten abhalten.

Für Versammlungen der Teilfonds gelten die [Absätze 1 sowie 3-10] entsprechend.

Art. 30. Mehrheitserfordernisse.

(1) Jede Aktie eines Teilfonds gewährt, im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts und dieser Satzung, eine Stimme. Ein Aktionär kann auf jeder Hauptversammlung der Gesellschaft und Versammlung eines Teilfonds handeln, indem er einer anderen Person, die kein Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied sein kann, eine schriftliche Stimmrechtsvollmacht erteilt.

(2) Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen gemäß dem Gesetz von 1915, dieser Satzung oder den im Emissionsdokument für den einzelnen Teilfonds getroffenen Regelungen werden Beschlüsse der Hauptversammlung der Gesellschaft oder von Versammlungen eines bestimmten Teilfonds mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen gefasst.

Art. 31. Geschäftsjahr.

(1) Vorbehaltlich der Übergangsbestimmungen beginnt das Geschäftsjahr der Gesellschaft am 1. Januar eines jeden Kalenderjahres endet am 31. Dezember desselben Kalenderjahres.

(2) Die Abschlüsse sind in Euro beziehungsweise in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten anderen Währungen ausgewiesen und der Jahresbericht wird auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg aufgestellt.

Art. 32. Ertragsverwendung.

(1) Die Verwendung der Erträge wird im jeweiligen teilfondsspezifischen Anhang des Emissionsdokumentes geregelt.

(2) Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen Zwischenausschüttungen beschließen.

(3) Ausschüttungen an die Aktionäre werden auf das angegebene Konto gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf (5) Jahren nach ihrem Beschluss in Anspruch genommen wurde, verfällt zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

(4) Auf Ausschüttungen, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Kapitel V. Schlussbestimmungen

Art. 33. Depotbank.

(1) Gemäß dem Gesetz von 2007, wird die Gesellschaft im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer Depotbank abschließen.

(2) Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz von 2007 nachzukommen.

(3) Falls die Depotbank von ihren Aufgaben entbunden werden möchte, wird sich der Verwaltungsrat nach besten Kräften bemühen, innerhalb von neunzig (90) Tagen nach Wirksamkeit dieses Ausscheidens eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Bestellung der Depotbank beenden, aber die Depotbank erst abberufen, nachdem eine andere Bank als deren Nachfolgerin ernannt wurde, die fortan die Aufgaben als Depotbank erfüllen soll.

Art. 34. Auflösung der Gesellschaft.

(1) Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden. Ein solcher Beschluss bedarf einem Quorum gemäß dem Gesetz von 1915 und einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen. Des Weiteren erfolgt die Auflösung zwingend in den übrigen in der Satzung vorgesehenen Fällen.

(2) Sollte der Nettoinventarwert unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Hauptversammlung der Gesellschaft die Entscheidung über die Auflösung der Gesellschaft vorzulegen. Die Hauptversammlung der Gesellschaft, die in diesem Fall ohne Quorum beschlussfähig ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Hauptversammlung der Gesellschaft abgegebenen Stimmen. Fällt das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des gesetzlichen Mindestgesellschaftsvermögens, legt der Verwaltungsrat die Frage der vorzeitigen Auflösung der Hauptversammlung der Gesellschaft vor, die ohne Quorumfordernis und mit einer Mehrheit von einem Viertel der abgegebenen Stimmen über die Auflösung zu entscheiden hat. Die Hauptversammlung der Gesellschaft muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig (40) Tagen nach dem Tag, an dem festgestellt wird, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

(3) Die Ausgabe neuer Aktien durch die Gesellschaft wird am Tag der Veröffentlichung der Einberufung zur Hauptversammlung der Gesellschaft, bei der die Auflösung vorgeschlagen werden wird, eingestellt.

Art. 35. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds.

(1) Die Versammlung eines jeweiligen Teilfonds kann mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen ohne Quorum beschließen, den jeweiligen Teilfonds aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionären der Nettoinventarwert der Aktien dieses oder dieser Teilfonds zurückerstattet wird.

(2) Teilfonds mit einer beschränkten Laufzeit werden grundsätzlich zum jeweiligen Laufzeitende aufgelöst und liquidiert. Bei der Festlegung des effektiven Liquidationszeitpunktes ist jedoch auf die voraussichtliche Dauer der Veräußerung der Vermögenswerte des Teilfonds so Bedacht zu nehmen, dass die Interessen der Aktionäre bestmöglich gewahrt bleiben. Sachausschüttungen an die Aktionäre der betreffenden Teilfonds werden nicht erfolgen. Die Aktionäre des jeweiligen Teilfonds können mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen auch eine Verlängerung des Teilfonds und damit verbundene Bedingungen beschließen.

(3) Durch Beschluss der Versammlung des jeweiligen Teilfonds mit einer Mehrheit von 80% der anwesenden oder vertretenen Stimmen, kann das Auflösungsdatum auch vor- oder nachverlegt werden.

(4) Nimmt der Nettoinventarwert eines Teilfonds, gleich aus welchem Grund, in einem Maße ab, das von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmt wird, so dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des/der betroffenen Teilfonds nicht mehr möglich ist, oder wenn eine Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation materiell ungünstige Folgen auf die Anlagen eines Teilfonds haben könnte, kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit beschließen den Teilfonds aufzulösen und die zwangsweise Einziehung sämtlicher Aktien der betreffenden Teilfonds zum jeweiligen Nettovermögenswert je Aktie beschließen.

(5) Die Entscheidung der Auflösung des Teilfonds wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt und gibt die Gründe und das Verfahren der zwangsweisen Einziehung an. Die im Aktienregister eingetragenen Aktionäre werden per Einschreiben benachrichtigt. Hierbei werden die eigentlichen Veräußerungspreise und -ausgaben der Vermögenswerte berücksichtigt, und auf den Bewertungstag berechnet, an dem der entsprechende Beschluss wirksam wird. Ab dem Datum der Auflösung des Teilfonds ist ein Rückkauf der Aktien nicht mehr zulässig.

(6) Vermögenswerte, die nach der Durchführung der Auflösung des jeweiligen Teilfonds nicht an die Investoren ausgeschüttet werden können, werden für neun (9) Monate ab dem Tag des Inkrafttretens bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte, gemäß den Anforderungen des Gesetzes von 2007, bei der Caisse de Consignation im Namen der Investoren hinterlegt.

(7) Alle zurückbezahlten Aktien werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert.

(8) Unter den in Absatz vier beschriebenen Voraussetzungen kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte des zu liquidierenden Teilfonds einem anderen Teilfonds der Gesellschaft, oder einem anderen spezialisierten Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2007 ("Neuer OGA") zuzuteilen. Die Entscheidung muss einen (1) Monat vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, den jeweiligen Investoren mitgeteilt werden. Diese Mitteilung muss Informationen in Bezug auf den Neuen OGA enthalten, während dieser Monatsfrist wird den Aktionären die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien angeboten.

(9) Wenn folgende Voraussetzungen erfüllt sind, kann der Verwaltungsrat unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichbehandlung der Aktionäre entscheiden, einen Teilfonds mit einem anderen Teilfonds zu verschmelzen:

(i) wenn der Nettoinventarwert des betreffenden Teilfonds unter einen gewissen Betrag fällt, der vom Verwaltungsrat als angemessen angesehen wird, um diesen Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise verwalten zu können, und/oder

(ii) bei Änderungen im wirtschaftlichen und/oder politischen Umfeld des Teilfonds.

(10) Die Entscheidung zu einer Verschmelzung eines Teilfonds muss einen (1) Monat vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, den betroffenen Investoren mitgeteilt werden. Diese Mitteilung muss Informationen in Bezug auf den neuen Teilfonds enthalten, während dieser Monatsfrist wird den Aktionären die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien angeboten.

(11) Ein Beschluss, die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen einzubringen, wie in den vorausgehenden Absätzen beschrieben, oder in einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen kann grundsätzlich durch Beschluss der Aktionäre des betroffenen Teilfonds gefasst werden, wobei die Anforderungen an die Beschlussfähigkeit und die Mehrheitserfordernisse wie für eine Auflösung des Teilfonds gelten. Sofern der Teilfonds jedoch mit einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen auf vertraglicher Basis („fonds commun de placement“) oder einem im Ausland angesiedelten Organismus für gemeinsame Anlagen verschmolzen wird, ist der Beschluss nur für diejenigen Aktionäre bindend, die für eine solche Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 36. Liquidation.

(1) Die Liquidation der Gesellschaft und/oder eines Teilfonds wird von einem oder mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann, die von der CSSF genehmigt werden müssen. Die Hauptversammlung der Gesellschaft bzw. im Falle der Liquidation eines bestimmten Teilfonds die Versammlung des jeweiligen Teilfonds bestellt die Liquidatoren und bestimmt deren Befugnisse und Vergütung.

(2) Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des/der Liquidators/Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation für den gesetzlich festgelegten Zeitraum bei der Caisse de Consignation hinterlegt werden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Frist nicht angefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

Art. 37. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann nur durch die Hauptversammlung unter Einhaltung der Vorschriften des Gesetzes von 1915 und/oder des Gesetzes von 2007 bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse geändert oder ergänzt werden. Alle Artikel, die besondere Mehrheitsanforderungen enthalten, können nur mit der entsprechenden Mehrheit geändert werden.

Art. 38. Maßgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 entschieden. Im Konfliktfalle zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 geht das Gesetz von 2007 vor.

Übergangsbestimmungen

- (1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2012.
- (2) Die erste Hauptversammlung wird im Jahr 2013 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), voll eingezahlt und eingeteilt in einunddreißig (31) Aktien ohne Nennwert des Teilfonds „ZED Renewable Energies Fund I“. Das gesamte Gründungskapital wird von den Herren Dr. Dominik Dersch und Dr. Johannes Gottlieb, vorgenannt, zu gleichen Teilen gezeichnet.

Alle Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Notargebühren

Die von der Gesellschaft zu tragenden Notargebühren werden mit dreitausend Euro (EUR 3.000,-) veranschlagt.

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 32 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungshauptversammlung der Gesellschaft

Oben angeführte Personen, die das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Hauptversammlung der Gesellschaft, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

- (1) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf fünf (5) festgesetzt:
- (2) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - a. Herr Dr. Johannes GOTTLIEB, Steinbeis- Transferzentrum Finanz- und Projektmanagement, mit beruflicher Anschrift Kriegsstraße 39, D-76133 Karlsruhe
 - b. Herr Dr. Dominik DERSCH, Matobis AG, mit beruflicher Anschrift Bülowstraße 27, D-81679 München.
 - c. Herr Alfons KLEIN, Geschäftsführer, Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxemburg S.A., mit beruflicher Anschrift 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg
 - d. Herr Max von FRANTZIUS, Geschäftsführer, Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., mit beruflicher Anschrift 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg
 - e. Herr Andreas JOCKEL, Geschäftsführer, Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., mit beruflicher Anschrift 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg

Herr Dr. Johannes Gottlieb wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt. Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2017.

- (3) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

KPMG Luxembourg, mit Gesellschaftssitz in 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 149.133.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der jährlichen Hauptversammlung des Jahres 2013.

- (4) Sitz der Gesellschaft ist in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Beurkundet, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Der Erschienenen, der dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, hat nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden diese Urkunde vor dem Notar unterschrieben.

Signé: D. Dersch, J. Gottlieb et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 septembre 2012. Relation: LAC/2012/45298. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137595/971.

(120180990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Detroit Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 116.922.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2012.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2012137153/12.

(120181122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Devour Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 116.914.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2012.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2012137154/12.

(120181386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Dizbaden Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 156.834.

Le domiciliataire atteste par la présente que la domiciliation respectivement l'établissement du siège au 117 Val des Bons Malades,

L-2121 Luxembourg

de la société

DIZBADEN PROPERTY S.à r.l.

R.C. Luxembourg Section B Numéro B 156.834

prend fin à effet immédiat

et que par conséquent cette société n'a plus son siège social ni ses bureaux à cette adresse.

Le 22 octobre 2012.

Marleen Watté-Bollen

Le domiciliataire / Cabinet d'avocat

Référence de publication: 2012137157/17.

(120181102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

European CleanTech I SE, Société Européenne.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.076.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. Oktober 2012.

Für gleichlautende Abschrift

Für die Gesellschaft

Maître Carlo WERSANDT

Notar

Référence de publication: 2012137176/14.

(120180326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Dys Compagnie S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 96.286.

FIDUCIAIRE DU KIEM S.à r.l. en sa qualité de domiciliataire, dénonce avec effet immédiat le contrat conclu avec la société anonyme DYS COMPAGNIE S.A., ayant son siège social au 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 96286.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137163/10.

(120180747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

PLD Germany V S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 76.586.

DISSOLUTION

In the year two thousand and twelve, on the twenty-fourth day of September.

Before the undersigned, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Gerrit Jan Meerkerk, companies manager, residing professionally in Luxembourg,

acting as manager of Prologis Directorship S.à r.l., a company having its registered office in L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, registered in the Commercial Register of Luxembourg under the number B 76.630, itself being the manager of ProLogis European Finance VII S.à r.l., a company having its registered office in L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, registered in the Commercial Register of Luxembourg under the number B 90148,

having the power to bind the company by his single signature.

Such appearer, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that PLD Germany V S.à r.l., having its principal office in L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, has been incorporated pursuant to a deed of Maître Frank Baden, notary, residing then in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 16 June 2000, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 788 of 27 October 2000 (the "Company"). The Company's articles of incorporation have not been amended since today;

- that the share capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each, fully paid up;

- that ProLogis European Finance VII S.à r.l. prenamed, has become owner of all the shares in the Company;

- that the appearing party, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at 17 September 2012 declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at 17 September 2012 being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's manager is hereby granted full discharge with respect to its duties;

- there should be proceeded to the cancellation of all issued units;

- the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at ONE THOUSAND TWO HUNDRED EURO (1,200.- EUR).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders of the person appearing who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Gerrit Jan Meerkerk, gérant de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de gérant de la société ProLogis Directorship S.à r.l., une société ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 76.630, elle-même gérant de la société ProLogis European Finance VII S.à r.l., une société ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 90.148,

déclarant avoir les pouvoirs pour engager la société par sa seule signature.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société PLD Germany V S.à r.l., ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence alors à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 16 juin 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 788 du 27 octobre 2000 (la («Société»). Les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à ce jour;

- que le capital social de la Société s'élève actuellement à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, entièrement libérées;

- que ProLogis European Finance VII S.à r.l., précitée, est devenue seule propriétaire de toutes les parts sociales de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 17 septembre 2012, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan de la Société au 17 septembre 2012 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée au gérant de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales émises;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à MILLE DEUX CENTS EUROS (1.200.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G.J. Meerkerk, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 septembre 2012. Relation: LAC/2012/45091. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137447/98.

(120181216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

E.F. Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 150.335.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

E.F. INVESTMENT S.A.

Jacopo ROSSI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012137164/12.

(120181710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

E.F. Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 150.335.

Les comptes au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

E.F. INVESTMENT S.A.

Jacopo ROSSI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012137165/12.

(120181711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Ormylux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 161.495.

L'an deux mille douze, le douze octobre,

par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est tenue:

l'assemblée générale extraordinaire des associés de ORMYLUX S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 161.495, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 1^{er} juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 1920 du 22 août 2011.

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 16 décembre 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 438 du 18 février 2012.

L'assemblée est ouverte à 9.00 heures sous la présidence de Monsieur François Mayet, employé privé, L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin,

qui désigne comme secrétaire Madame Françoise Rollin, employée privée, L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Audrey Dumont, employée privée, L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

Modification de l'objet social et par conséquent l'article 2 des statuts aura la teneur suivante:

«La Société a pour objet social:

(i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit, et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères;

(ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, apport, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre facilité de crédit, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs;

(iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus);

(iv) et, le cas échéant, le conseil, l'assistance, et plus généralement toute prestations de services, sous toutes formes, à toutes personnes physiques ou morales, et en particulier à destination de ses filiales, en matière, notamment, de gestion, de direction d'entreprises, d'organisation, de développement, de stratégie et ingénierie financière et d'investissement ainsi que de recherche et développement.

La Société a également pour objet la création, l'acquisition, la vente, le développement, l'exploitation, l'usage ou la concession de l'usage, par toute voie, d'un droit d'auteur sur des logiciels informatiques, de brevets, de marques de fabrique ou de commerce, de dessins ou de modèles.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit en restant toutefois dans les limites prévus par la loi. Elle peut être partie à un type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et d'actions, y compris sous un ou plusieurs programmes d'émissions. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, accorder des avances et tous concours à ses filiales, à des sociétés affiliées, à toute autre société ou tierces personnes, à tout actionnaire.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés à ses filiales, à des sociétés affiliées, à toute autre société ou tierces personnes, à tout associé afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées, de toute autre société ou tierces personnes, de tout actionnaire rentrant dans le cadre du présent objet social de la société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut acquérir, louer, exploiter et céder, directement ou indirectement, des immeubles situés au Luxembourg et à l'étranger.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

La Société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes autres opérations de nature commerciale, industrielle et financière qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.»

II. - Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution unique:

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social et par conséquent de modifier l'article 2 des statuts de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet social:

(i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit, et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères;

(ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, apport, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre facilité de crédit, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs;

(iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus);

(iv) et, le cas échéant, le conseil, l'assistance, et plus généralement toute prestations de services, sous toutes formes, à toutes personnes physiques ou morales, et en particulier à destination de ses filiales, en matière, notamment, de gestion, de direction d'entreprises, d'organisation, de développement, de stratégie et ingénierie financière et d'investissement ainsi que de recherche et développement.

La Société a également pour objet la création, l'acquisition, la vente, le développement, l'exploitation, l'usage ou la concession de l'usage, par toute voie, d'un droit d'auteur sur des logiciels informatiques, de brevets, de marques de fabrique ou de commerce, de dessins ou de modèles.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit en restant toutefois dans les limites prévues par la loi. Elle peut être partie à un type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et d'actions, y compris sous un ou plusieurs programmes d'émissions. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, accorder des avances et tous concours à ses filiales, à des sociétés affiliées, à toute autre société ou tierces personnes, à tout actionnaire.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés à ses filiales, à des sociétés affiliées, à toute autre société ou tierces personnes, à tout associé afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées, de toute autre société ou tierces personnes, de tout actionnaire rentrant dans le cadre du présent objet social de la société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut acquérir, louer, exploiter et céder, directement ou indirectement, des immeubles situés au Luxembourg et à l'étranger.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

La Société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes autres opérations de nature commerciale, industrielle et financière qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. MAYET, F. ROLLIN, A. DUMONT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 octobre 2012. LAC/2012/48435. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Releveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137409/138.

(120181233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Elbblick (Golf) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 127.065.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137169/9.

(120181120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

ProLogis Netherlands XI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 69.315.

DISSOLUTION

In the year two thousand and twelve, on the twenty-fourth day of September.

Before the undersigned, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Gerrit Jan Meerkerk, companies manager, residing professionally in Luxembourg,

acting as manager of Prologis Directorship S.à r.l., a company having its registered office in L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, registered in the Commercial Register of Luxembourg under the number B 76.630, itself being the manager of ProLogis European Finance S.à r.l., a company having its registered office in L-1930 Luxembourg, 3438 Avenue de la Liberté, registered in the Commercial Register of Luxembourg under the number B 70892,

having the power to bind the company by his single signature.

Such appearer, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that ProLogis Netherlands XI S.à r.l., having its principal office in L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, has been incorporated pursuant to a notarial deed dated on 2 April 1999, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 475 of 22 June 1999 (the "Company"). The Company's articles of incorporation have been amended for the last time by deed of the undersigned notary on 30 March 2011, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 1366 of 22 June 2011;

- that the share capital of the Company is fixed at twenty thousand Euros (EUR 20,000.-) represented by twenty (20) shares with a par value of one thousand Euros (EUR 1,000.-) each, fully paid up;

- that ProLogis European Finance S.à r.l. prenamed, has become owner of all the shares in the Company;

- that the appearing party, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at 17 September 2012 declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at 17 September 2012 being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's manager is hereby granted full discharge with respect to its duties;

- there should be proceeded to the cancellation of all issued units;

- the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at ONE THOUSAND TWO HUNDRED EURO (1,200.-EUR).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders of the person appearing who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Gerrit Jan Meerkerk, gérant de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de gérant de la société ProLogis Directorship S.à r.l., une société ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 76.630, elle-même gérant de la société ProLogis European Finance S.à r.l., une société ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 70892,

déclarant avoir les pouvoirs pour engager la société par sa seule signature.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société ProLogis Netherlands XI S.à r.l., ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté, a été constituée suivant acte notarié du 2 avril 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 475 du 22 juin 1999 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés par acte du notaire soussigné du 30 mars 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1366 du 22 juin 2011;

- que le capital social de la Société s'élève actuellement à vingt mille euros (EUR 20.000,-) représenté par vingt (20) parts sociales, d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, entièrement libérées;

- que ProLogis European Finance S.à r.l., précitée, est devenue seule propriétaire de toutes les parts sociales de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 17 septembre 2012, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan de la Société au 17 septembre 2012 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée au gérant de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales émises;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1930 Luxembourg, 34-38 Avenue de la Liberté.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à MILLE DEUX CENTS EUROS (1.200.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G.J. Meerkerk, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 septembre 2012. Relation: LAC/2012/45092. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137427/99.

(120181215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Euro Real Estate Swiss I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 152.833.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Maître Léonie Grethen

Notaire

Référence de publication: 2012137172/12.

(120181240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Eurofins International Holdings LUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 157.959.

Extrait de la résolution de l'Associé Unique du 28 septembre 2012

L'associé unique accepte la démission aux fonctions de gérant de Monsieur Matthias Born, demeurant professionnellement à B-1950 Kraainem, 455, Chaussée de Malines, avec effet au 30 septembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2012137173/13.

(120181248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

European Renewable Opportunities II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 154.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012137178/10.

(120181266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Lux Armature & Construction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 24, Zone op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 164.869.

L'an deux mille douze, le premier octobre

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

Ont comparu:

1) Guven AKGUN, chef d'entreprise, né à Metz/Moselle (France), le 24 juin 1981, demeurant à F-57645 Montoy-Flanville, 35, rue de la Planchette,

propriétaire de quatre-vingt-dix-neuf (99) parts de LUX ARMATURE & CONSTRUCTION S.à r.l. avec siège à L-3960 Ehlinge/Mess, 10A, rue du Centre, inscrite au Registre de Commerce sous le numéro B 164 869, constituée suivant acte du notaire Jean SECKLER de Junglinster du 2 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 2 du 2 janvier 2012;

2) Mehmet AKGUN, directeur technique, né à Mahmutlu (Turquie), le 5 mars 1963 et son épouse Sükran CIFTCI, sans état, née à Kaman (Turquie), le 1^{er} janvier 1959, demeurant ensemble à F-57645 Montoy-Flanville, 35, rue de la Planchette,

la seconde ici représentée par le premier en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée, propriétaires de une (1) part de LUX ARMATURE & CONSTRUCTION S.à r.l., prédite, seuls associés de LUX ARMATURE & CONSTRUCTION S.à r.l., prédite.

D'abord,

I.- Guven AKGUN, préqualifié, cède à

a) Rosario SCOPELLITI, salarié, né à Palma di Montechiaro (Italie), le 24 mars 1975, demeurant à D-66280 Sulzbach/Saar, 7, Lothringer Strasse, vingt-quatre (24) parts de LUX ARMATURE & CONSTRUCTION S.à r.l., prédite, pour le prix de trois mille (3.000.-) euros;

b) Domenico MORGANA, salarié, né à Palma di Montechiaro (Italie), le 2 juillet 1965, demeurant à D-66280 Sulzbach/Saar, 62, Sulzbachtalsstrasse, soixante-treize (73) parts de LUX ARMATURE & CONSTRUCTION S.à r.l., prédite, pour le prix de neuf mille cent vingt-cinq (9.125.-) euros.

II.- Les époux Mehmet AKGUN-CIFTCI, préqualifiés, cèdent à Rosario SCOPELLITI, préqualifié, une (1) part de LUX ARMATURE & CONSTRUCTION S.à r.l., prédite, pour le prix de cent vingt-cinq (125.-) euros;

L'entrée en jouissance a lieu de suite.

À ce sujet, les cessionnaires déclarent avoir eu préalablement à la signature du présent acte connaissance exacte et parfaite de la situation financière de la Société pour en avoir examiné les comptes tout comme le cédant confirme que les parts sociales cédées ne sont grevées d'aucun gage.

Les prix de cession ont été payés par les cessionnaires au cédant avant la passation des présentes et hors la présence du notaire. Ce dont quittance et titre.

Ces cessions sont acceptées au nom de la Société par Guven AKGUN, agissant en sa qualité de gérant unique de la Société.

Ensuite,

Guven AKGUN, Rosario SCOPELLITI et Domenico MORGANA, prédits, seuls associés de la Société, se réunissant en assemblée générale extraordinaire, sur ordre du jour conforme ainsi qu'à l'unanimité, prennent les résolutions suivantes: 1) Ils donnent leur agrément en ce qui concerne les cessions de parts visées ci-avant.

2) Ils acceptent la démission de Guven AKGUN de ses fonctions de gérant unique et lui donnent décharge pour l'exécution de son mandat.

3) Ils nomment, pour une durée illimitée:

- Guven AKGUN, chef d'entreprise, né à Metz/Moselle (France), le 24 juin 1981, demeurant à F-57645 Montoy-Flanville, 35, rue de la Planchette, gérant technique

- Rosario SCOPELLITI, salarié, né à Palma di Montechiaro (Italie), le 24 mars 1975, demeurant à D-66280 Sulzbach/Saar, 7, Lothringer Strasse, gérant administratif.

La société est engagée par la signature du gérant technique ou du gérant administratif.

4) Ils transfèrent le siège social de Ehlinge/Mess à Bascharage.

5) Ils modifient le premier alinéa de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Bascharage.

..."

6) Ils fixent l'adresse de la Société à L-4959 Bascharage, 24, Zône op Zaemer.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Déclaration

Les cédants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société dont les revenus ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme), mais au contraire des activités reprise dans l'objet social.

Les cessionnaires font la même déclaration sauf que pour eux, leurs acquisitions sont financées par leurs revenus professionnels.

Dont Acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Akgun, Akgun, Scopelliti, Morgana et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 10 octobre 2012. Relation EAC/2012/13301. Reçu soixante quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): Santioni.

Référence de publication: 2012137337/73.

(120180890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

EASA, Société Anonyme.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 42, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 24.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michel VIGNERON.

Référence de publication: 2012137179/10.

(120180974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Edilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1477 Luxembourg, 37, rue des Etats-Unis.

R.C.S. Luxembourg B 27.805.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2012137181/10.

(120180850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Elbatec Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3383 Noertzange, 44, Cité Beaulieu.

R.C.S. Luxembourg B 150.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137184/9.

(120180770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

MRC Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.173.455,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 150.570.

EXTRAIT

En date du 17 octobre 2012, l'associé unique de la Société, a pris les résolutions suivantes:

- la démission de Wim Rits en tant que gérant de catégorie B de la Société, est acceptée avec effet au 22 octobre 2012;
- la démission de Kees-Jan Avis en tant que gérant de catégorie B de la Société, est acceptée avec effet au 22 octobre 2012;

- Virginia Strelen, née à Bergisch Gladbach, Allemagne, le 30 mai 1977, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet au 22 octobre 2012 et pour une durée indéterminée.

- Jacques de Patoul, né à Luxembourg, le 10 janvier 1980, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet au 22 octobre 2012 et pour une durée indéterminée.

A compter du 22 octobre 2012, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Virginia Strelen, gérant B;
- Jacques de Patoul, gérant B;
- Charles Goldman, gérant A.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137380/25.

(120181236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Electra Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3383 Noertzange, 44, Cité Beaulieu.

R.C.S. Luxembourg B 135.783.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137185/9.

(120180769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

ProLogis Netherlands XIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 69.898.

DISSOLUTION

In the year two thousand and twelve, on the twenty-fourth day of September.

Before the undersigned, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Gerrit Jan Meerkerk, companies manager, residing professionally in Luxembourg,

acting as manager of Prologis Directorship S.à r.l., a company having its registered office in L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté, registered in the Commercial Register of Luxembourg under the number B 76.630, itself being the manager of ProLogis European Finance S.à r.l., a company having its registered office in L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté, registered in the Commercial Register of Luxembourg under the number B 70.892,

having the power to bind the company by his single signature.

Such appearer, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that ProLogis Netherlands XIII S.à r.l., having its principal office in L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté, has been incorporated pursuant to a notarial deed dated on 10 May 1999, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 576 of 27 July 1999 (the "Company"). The Company's articles of incorporation have been amended for the last time by deed of the undersigned notary on 30 March 2011, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 1359 of 22 June 2011;

- that the share capital of the Company is fixed at twenty thousand Euros (EUR 20,000.-) represented by twenty (20) shares with a par value of one thousand Euros (EUR 1,000.-) each, fully paid up;

- that ProLogis European Finance S.à r.l. prenamed, has become owner of all the shares in the Company;

- that the appearing party, in its capacity as sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at 17 September 2012 declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at 17 September 2012 being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's manager is hereby granted full discharge with respect to its duties;

- there should be proceeded to the cancellation of all issued units;

- the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

133765

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at ONE THOUSAND TWO HUNDRED EURO (1,200.- EUR).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders of the person appearing who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Gerrit Jan Meerkerk, gérant de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de gérant de la société ProLogis Directorship S.à r.l., une société ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 76.630, elle-même gérant de la société ProLogis European Finance S.à r.l., une société ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 70.892,

déclarant avoir les pouvoirs pour engager la société par sa seule signature.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société ProLogis Netherlands XIII S.à r.l., ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté, a été constituée suivant acte notarié du 10 mai 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 576 du 27 juillet 1999 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés par acte du notaire soussigné du 30 mars 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1359 du 22 juin 2011;

- que le capital social de la Société s'élève actuellement à vingt mille euros (EUR 20.000,-) représenté par vingt (20) parts sociales, d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, entièrement libérées;

- que ProLogis European Finance S.à r.l., précitée, est devenue seule propriétaire de toutes les parts sociales de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 17 septembre 2012, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan de la Société au 17 septembre 2012 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée au gérant de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales émises;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à MILLE DEUX CENTS EUROS (1.200.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G.J. Meerkerk, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 septembre 2012. Relation: LAC/2012/45093. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137429/99.

(120181214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Enak Constructions Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4710 Pétange, 70, rue d'Athus.

R.C.S. Luxembourg B 161.163.

les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Gérance

Référence de publication: 2012137188/10.

(120181639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Enotec S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 120.011.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012137189/10.

(120181667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Esimole S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 79.797.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue au siège social le 11 septembre 2012

Le Conseil d'administration décide de transférer le siège social de la Société au 151, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ESIMOLE S.A.

Référence de publication: 2012137192/12.

(120181186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Tomcar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7795 Bissen, 9, Zone Commerciale et Artisanale Klengbusbiertg.

R.C.S. Luxembourg B 128.042.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 27 janvier 2012:

L'actionnaire unique décide de nommer commissaire, en remplacement de la société PKF Weber & Bontemps S.à r.l., inscrite au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 80537, la société PKF Abax Audit, société anonyme, avec siège social au 6 place de Nancy L-2212 Luxembourg et inscrite au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 142867 pour une durée de 6 ans.

L'actionnaire unique décide de renouveler le mandat de l'administrateur unique Monsieur Tom Schmitz, demeurant 1C rue Principale L-9370 Gilsdorf pour une durée de six ans. Ce mandat prendra fin lors de l'assemblée générale tenue en 2018.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 15 octobre 2012:

L'actionnaire unique décide de nommer commissaire la société PKF Weber & Bontemps, ayant son siège au 6 Place de Nancy L-2212 Luxembourg, inscrite au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 135 187, en remplacement de la société PKF Abax Audit. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale tenue en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2012.

Pour la société

Référence de publication: 2012137543/22.

(120181017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Eumontes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 106.251.

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société en date du 17 octobre 2012 que:

- Monsieur Alberto Morandini et Monsieur Geoffrey Henry démissionnent de leurs postes d'administrateurs de la société avec effet immédiat;

- Monsieur Rudi Pauwels démissionne de son poste de président du conseil d'administration avec effet immédiat;

- Mr. Edoardo Picco, né le 17 mai 1961 et demeurant professionnellement 23, Avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg, est nommé en remplacement des administrateurs démissionnaires et en tant que président avec effet immédiat et ce pour une durée de deux ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137194/16.

(120181011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Euro Management & Business Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9550 Wiltz, 42A, rue Jos Simon.

R.C.S. Luxembourg B 101.932.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/10/2012.

Référence de publication: 2012137195/10.

(120180881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Eurofret S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5751 Frisange, 28, rue Robert Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 44.915.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012137196/10.

(120181202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Iago Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 171.977.

Suite au transfert de parts effectué en date du 18 octobre 2012, l'associé International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a transféré la totalité des 1 250 000 parts sociales dans la société à Monsieur Lionel Robert, avec adresse au 26, route de Genève, CH-1260 Nyon, Suisse.

Dès lors, Monsieur Lionel Robert devient l'associé unique et détient la totalité des 1 250 000 parts sociales de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 2012.

Pour la société

TMF Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Référence de publication: 2012137255/18.

(120180840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Euroglobe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1336 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 94.025.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137197/9.

(120180919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Eurohan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9540 Wiltz, 31, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 104.040.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137198/9.

(120180921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

European Solar Opportunities II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 127.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012137201/10.

(120181267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Eurotravel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5885 Howald, 237, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 21.718.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EUROTRAVEL S.à R.L.

Fiduciaire des Classes Moyennes

Référence de publication: 2012137202/11.

(120181259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

MRC Development Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 107.636.

Il est premièrement nécessaire d'indiquer que le dépôt rectificatif No L120179848 déposé le 19 octobre 2012 était incorrect.

En effet, il résulte des résolutions adoptées en assemblée générale extraordinaire le 27 septembre 2012 que la personne suivante a été nommée au poste de gérant unique avec effet au 27 septembre 2012:

- M. Alexey Alexandrovich Alyakin, ayant sa résidence professionnelle au 105043, Moscou, 6th Parkovaya Str., 17-31 et né le 17 octobre 1972 à Tashkent, Ouzbekistan;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137379/15.

(120181376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

EV-Holding S.A., Société de Gestion de Patrimoine Familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137203/10.

(120181312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Filuxim Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 128.534.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137204/9.

(120181650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Scoach Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 42, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 128.108.

Il résulte ce qui suit du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 13 juin 2012:

Les personnes suivante ont été réélues au conseil d'administration pour un nouveau mandat qui se terminera à l'assemblée générale en 2015.

Frank Gerstenschläger Rongeweg 3, D - 64285 Darmstadt

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie A

Rainer Riess Wielandstrasse 18, D - 60318 Frankfurt am Main

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie A

Stefan Mäder Rigistrasse 58, CH-8006 Zürich

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie B

Christian Katz: Alte Feldeggstrasse 16, CH - 8008 Zürich

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie B

Axel Schubert Grossbeerenstrasse 26, D - 28211 Bremen

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie C

Le conseil d'administration est actuellement composé des membres suivants

Frank Gerstenschläger Rongeweg 3, D - 64285 Darmstadt

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie A

Rainer Riess Wielandstrasse 18, D - 60318 Frankfurt am Main

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie A

Stefan Mäder Rigistrasse 58, CH-8006 Zürich

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie B

Christian Katz: Alte Feldeggstrasse 16, CH - 8008 Zürich

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie B

Axel Schubert Grossbeerenstrasse 26, D - 28211 Bremen

Fonction: Verwaltungsratmitglied der Kategorie C

Luxembourg, le 19 octobre 2012.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012137487/35.

(120181151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Frohboesestrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 110.124.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137205/10.

(120180775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Feidt Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 3, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 94.275.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FEIDT PARTICIPATIONS S.A.

Référence de publication: 2012137208/10.

(120181675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Fidumarine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 92.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137215/10.

(120181601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Intelactive S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 172.148.

STATUTS

L'an deux mille douze, le treize septembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

La société TESCARA S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 43, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 73.676, ici dûment représentée par deux de ses administrateurs Monsieur Eddy DÔME et Monsieur Gilbert MULLER, ce dernier ici représenté par Monsieur Eddy DÔME, expert-comptable, résidant professionnellement au 43, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg., en vertu d'une procuration lui délivrée à Luxembourg le 4 septembre 2012.

Ladite procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant ès dite qualité a requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme que la partie comparante déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par le présent acte une société anonyme sous la dénomination de «INTEACTIVE S.A.».

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune par simple décision du conseil d'administration ou par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, tel que requis par les dispositions applicables de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet le développement et l'exploitation de brevets dans le domaine des produits cosmétiques.

La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition et la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise faisant partie du secteur défini ci-avant, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra à cette occasion créer également des succursales.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra également accomplir toutes opérations, activités commerciales ou industrielles, qui favoriseront directement ou indirectement la réalisation de son objet.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000.- EUR) divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

Les actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats unitaires ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix des actionnaires.

La Société pourra racheter ses actions lorsque le Conseil d'Administration considérera le rachat dans l'intérêt de la société conformément aux conditions qu'il aura fixées et dans les limites imposées par l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales. Le Conseil d'Administration pourra créer ponctuellement les réserves qu'il jugera appropriées (en plus des réserves légales) et créera une réserve destinée à recevoir les primes d'émissions reçues par la Société lors de l'émission et de la vente de ses Actions, les réserves ainsi créées pourront être utilisées par le Conseil d'Administration en vue du rachat de ses actions par la Société.

Les actions rachetées par la Société continueront d'exister sans droit de vote, ni droit aux dividendes, ni au boni de liquidation.

Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil d'Administration, conformément aux alinéas 6 et 7 de l'article 49 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III. - Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration consistant soit en un Administrateur (l'«Administrateur Unique») jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire ou par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales tel que modifiée.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation. Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration. Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite. Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo. Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

Art. 8. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du Conseil d'Administration. En particulier le conseil d'administration aura le pouvoir d'acquérir des valeurs mobilières, des créances et d'autres avoirs de toute nature, d'émettre des obligations, de contracter des prêts, de constituer des sûretés sur les avoirs de la société et de conclure des contrats d'échanges sur devises et taux d'intérêt, étant entendu que ces décisions devront être prises à l'unanimité par les administrateurs. Le Conseil d'Administration peut payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le Conseil d'Administration peut déléguer à l'unanimité des voix la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la société ou d'une branche spéciale de celles-ci à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la société.

Art. 11. Tous les litiges dans lesquels la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le Conseil d'Administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans la convocation, le 2^{ème} lundi du mois de mai à 9 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale de la société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédant favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2012.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2013.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparantes déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

TESCARA S.A., prénommée	310 actions
TOTAL:	310 actions

Toutes les actions ont été libérées à CENT POUR CENT (100%) par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

La comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à Trois et celui des commissaires à un.
2. Sont appelés à la fonction d'administrateur:
 - Monsieur Benatti VITTORIO, né le 15 octobre 1957 à Verona (VR) (Italie), résidant au 21 viale Cattaneo, CH-6900 Lugano;
 - Monsieur Eddy DÔME, né le 16 août 1965 à Waremme (Belgique), avec adresse professionnelle au 43, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;
 - Monsieur Gilbert MULLER, né le 6 février 1940 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec adresse professionnelle au 43, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg
3. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:
 - SD COMPTA S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 12, Square Général Patton, L-8443 Steinfort et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89.036.
4. Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront après l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2018.
5. Le siège social de la société est fixé au 43, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la comparante, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. Dôme et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 septembre 2012. LAC/2012/43029. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012

Référence de publication: 2012137285/186.

(120181375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Flintstone, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 178.630,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 138.856.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FLINTSTONE

P. STOCK / O. BEAUDOUL

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2012137216/12.

(120181160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

FMC Finance II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 62.086.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Morgane IMGRUND.

Référence de publication: 2012137217/10.

(120181208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Fornax S.à.r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 127.955.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012137219/10.

(120181512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Fresenius Medical Care MDF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 56.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137222/9.

(120181235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Rubis Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 159.429.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 3 octobre 2012 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 22, rue Goethe à L-1637 au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 octobre 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012137482/13.

(120181118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Glencove S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 218.350,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 150.055.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2012137224/12.

(120181743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Galveston Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 116.926.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2012.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2012137228/12.

(120181121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Griwa, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3468 Dudelange, 32, rue des Fleurs.

R.C.S. Luxembourg B 114.578.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012137239/9.

(120180768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Groupe Nordet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 90.825.

Par la présente, la Fiduciaire Latitudes s.à r.l., ayant son siège à L-1128 Luxembourg, 28-30, Val St. André, démissionne
comme commissaire aux compte du Groupe Nordet RCSL B 90 825.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Wohl Jean-Marie

Le gérant

Référence de publication: 2012137240/12.

(120181068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Haard Properties, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8063 Bertrange, 1, rue Spierzelt.

R.C.S. Luxembourg B 159.434.

L'an deux mil douze, le seize octobre à 11.00 heures.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Stef Oostvogels, avocat, demeurant à L-8063 Bertrange, 1 rue Spierzelt;
 - 2) Madame Annette Fey, administrateur, demeurant à L-8063 Bertrange, 1 rue spierzelt
- ci-après nommés les "Associés",

en leurs qualités de seuls et unique associés de la société Haard Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous le numéro B 159.434, établie et ayant son siège social à L-8063 Bertrange, 1 rue Spierzelt, ci-après dénommée la "Société",

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Martine Schaeffer, en date du 17 février 2011, acte publié au Mémorial C numéro 1167 du 31 mai 2011,

ont requis le notaire d'acter ce qui suit:

I: Le capital social de la Société est fixé à EUR 2.700.000 (deux millions sept cent mille Euros), divisé en 2.700.000 (deux millions sept cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune.

Les Associés sont propriétaires de la totalité des parts sociales de la Société;

II. L'ordre du jour des présentes et le suivant:

1. Dissolution et Mise en liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur et d'un commissaire à la liquidation et détermination de leurs pouvoirs respectifs.
3. Approbation d'une situation interimaire au 16 octobre 2012.
4. Divers.

Ensuite les associés prennent à l'unanimité les décisions suivantes:

Première résolution

Les Associés prononcent la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Les associés désignent Monsieur Stef Oostvogels comme liquidateur de la Société, avec les pouvoirs les plus étendus.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la Société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la Société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des actionnaires.

Troisième résolution

Les associés désignent Madame Annette Fey comme commissaire à la liquidation de la Société avec les pouvoirs les plus étendus.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue française aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Oostvogels, A. Fey et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 octobre 2012. LAC/2012/48756. Reçu douze euros EUR 12,-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2012.

Référence de publication: 2012137241/51.

(120181088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2012.